Vol 18 # 04 • Du 24 au 30 Juillet 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

QUELLE MANIFESTATION DE DOMINATION AMÉRICAINE !



Voir page 3

L'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield est arrivée en Haïti à bord d'un avion militaire américain à la tête d'une délégation d'officiels venant des Etats-Unis d'Amérique

28 JUILLET 1915 : LES MARINES DÉBARQUENT À PORT-AU-PRINCE



Voir page 4

La classe politique se laisse manipuler par Washington, le président du Sénat lui-même, Philippe Sudre Dartiguenave, accepte d'être installé par l'occupant à la présidence de la République







Une désolation macabre en Haïti !

Par Berthony Dupont

Après avoir destitué par un assassinat crapuleux un Président en fonction et imposé un Premier ministre inutile qui a été utilisé pour perpétuer la déstabilisation du pays, le système corrompu, soutenu par l'oligarchie, se prépare maintenant à monter un Conseil Electoral Provisoire avec les mêmes courtiers manœuvrant depuis de nombreuses décennies dans le paysage politique haïtien. Le but unique de ces démarcheurs, mettre en place, pareillement un autre pouvoir soi-disant constitutionnel pour légitimer les profiteurs de ce système.

Ce processus électoral entamé n'est nullement pour créer une société plus juste et plus humaine, loin de là. Ce n'est non plus un pas vers la démocratie, vers la paix et le progrès. Au contraire, c'est un moyen de nous faire accepter l'inacceptable, un autre pouvoir antidémocratique taillé sur mesure pour les besoins des élites capitalistes pourries incapables de mettre en place une politique sociale juste et équitable.

Il est évident que le peuple particulièrement la jeunesse haïtienne ne se voit garantir aucun avenir, dans la mesure où, il n'existe aucun programme de développement national capable de répondre à ses besoins immédiats. Aucune perspective d'emploi, de formations et encore moins d'études qui pourraient inverser sa situation ne cessant de s'aggraver d'année en année. Toutes ces calamités ne sont rien d'autre que le résultat de l'ingérence des grandes puissances, pour mieux appliquer à travers leurs fossoyeurs, la politique de démantèlement du pays par la volonté de satisfaire toujours et encore l'appétit des vautours capitalistes. Pire, ils accusent les victimes d'être les responsables de leur déchéance, de leur désolation.

C'est la barbarie du sous-développement qui engendre la violence et fait peser sur le pays un insupportable climat de terreur d'une extrême monstruosité. Si les puissances dominantes, exploitantes et leurs subalternes locaux avaient un brin de souci des intérêts de la population, elles auraient agi différemment. Elles auraient avant tout priorisé et érigé le droit à une vie décente comme le droit imprescriptible à tout être humain. Donner les moyens à nos concitoyens de se loger de manière confortable à hauteur de leurs besoins et elles auraient pu être solidaires à l'égard de tous ceux qui doivent l'être sans aucune discrimination. Pour nous autres, la priorité doit être donnée au combat à la construction des écoles, création d'emplois et des services publics dans les ghettos et les quartiers ouvriers pour remettre en confiance la population.

Cependant, vu leur position de classe et de haine contre la classe ouvrière haïtienne, les classes dirigeantes locales et occidentales ne pouvaient agir autrement. Le peuple est trahi par l'Etat même de son pays qui, au lieu d'améliorer le sort des masses défavorisées en souffrance, ne fait que protéger les fesses des dirigeants de la classe capitaliste dans un véritable plan de précarisation à outrance.

S'il y a des coupables à faire payer pour ce séisme social inhumain, ils ne sont autres que les dirigeants locaux et leurs patrons des puissances capitalistes avec leur politique anti-peuple qui ont délibérément laissé les quartiers populaires à l'abandon, en laissant place au trafic de drogue, à l'insécurité et à la pauvreté.

Évidemment, leur intérêt de classe les empêche de faire leur mea culpa, l'autocritique de leur irresponsabilité à abandonner les résidents des ghettos dans la crasse comme des bêtes et qu'aujourd'hui, la seule alternative possible selon eux serait d'assassiner ceux et celles qui ont forgé leur moyen de survivre à travers le banditisme. Voilà pourquoi, l'unique recours de ces antinationaux est d'appliquer la politique du renforcement de la présence policière avec le déploiement des forces étrangères sous le leadership du Kenya, et l'arrivée à la fin du mois d'août des militaires de la Jamaïque d'après les déclarations de l'ambassadeur américain en Haïti, Dennis Bruce Hankins. Un tel dispositif ne peut défendre que les intérêts de la bourgeoisie dominante. Cette fausse solution présente de nombreux dangers dont celui de nourrir davantage l'escalade sanglante de la violence et de l'insécurité puisqu'elle n'est accompagnée d'aucune forme d'aide sociale.

Et que dire de cet autre scandale, cette altercation verbale entre l'actuel Premier ministre Garry Conille et l'ancien Premier ministre Claude Joseph à la résidence privée du Conseiller Présidentiel Louis Gérald Gilles ! Il faut le dire clairement : cette discussion relève de la vraie transition, celle entre corrupteurs et corrompus, des pilleurs qui veulent continuer à régner pour l'étranglement financier de l'État. C'est une mésentente entre les mêmes acteurs, voleurs de grand chemin au service des oligarques corrompus et des puissances impérialistes.

En ce qui nous concerne, c'est à la population démunie des quartiers ouvriers appauvris, affamés de définir ses priorités, de faire prévaloir ses exigences et de s'organiser pour changer sa destinée. C'est une question de survie ou de mort !

Pour défendre l'avenir du pays, il y a urgence à l'unité des travailleurs et des jeunes afin de balayer ce système, ces agents qui fabriquent cette politique de misère et d'austérité ! Le peuple ne doit rien lâcher. Il faut qu'il tienne le cap contre la domination impérialiste, contre la classe politique tout entière qui a tourné le dos aux besoins des millions de familles mal logées, mal nourries et mal éduquées ; des citoyens placés dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins.

Il n'y a pas d'avenir et très peu d'espoir si le peuple n'arrête pas cette escalade de souffrances et de morts inutiles. C'est une désolation totale, macabre qui est en cours en Haïti. Mais à l'heure où les flambeaux de libération nationale s'allument dans certains pays africains, il est nécessaire que les masses populaires haïtiennes fassent en sorte qu'ils ne s'éteignent pas en Haïti.



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Quelle manifestation de domination américaine !



L'arrivée le lundi 22 juillet 2024, de l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield à Port-au-Prince à bord d'un avion militaire américain



La délégation américaine pose avec quelques membres du Conseil présidentiel de transition (CPT)

Par Isabelle L. Papillon

Le lundi 22 juillet 2024, l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield est arrivée en Haïti à bord d'un avion militaire américain à la tête d'une délégation d'officiels venant des Etats-Unis d'Amérique.

Est-ce une visite surprise puisqu'elle n'a pas été annoncée par aucune des institutions haïtiennes ou américaines dans le pays. Il se peut bien que les officiels aient été au courant mais n'avaient pas trouvé nécessaire de l'annoncer publiquement. Mais quel a été en fait l'objectif de cette visite d'une journée de l'ambassadrice accompagnée du Secrétaire d'État adjoint pour les affaires de l'hémisphère occidental, Brian Nichols dans la capitale haïtienne ? Sur son compte X, elle a écrit : *« Nous sommes ici pour réaffirmer notre soutien indéfectible à la transition démocratique d'Haïti et à la sécurité de tous les Haïtiens. »*

Pour le déroulement de cette visite, l'exécutif haïtien a été amplement mobilisé pour recevoir la représentante des États-Unis auprès des Nations Unies. Rappelons qu'elle a participé à l'orchestration de la honte à savoir elle a plaidé pour le déploiement de la force étrangère baptisée de Mission Multinationale de soutien à la Police Nationale d'Haïti (PNH). Et c'est dans cette perspective qu'elle a visité la base de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) construite par le gouvernement américain en Haïti.

Cette visite nous prouve une fois de plus combien les Etats-Unis sont obsédés par la division pour mieux régner. Les deux ailes de l'exécutif haïtien n'ont pas rencontré cette délégation en tant qu'un seul corps mais en deux groupes distincts. D'une part, la délégation américaine a rencontré les membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) et d'autre part le Premier ministre Garry Conille.

Pour le CPT, ont participé à cette réunion, le Président du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) Edgard Leblanc Fils, accompagné des Conseillers : Fritz Alphonse Jean, Frinel Joseph, Smith Augustin, Régine Abraham et Emmanuel Vertilaire.

Au terme de la rencontre avec le CPT, l'officiel américain Linda Thomas-Greenfield a souligné sur son compte X. *« J'ai été ravie de rencontrer le Conseil présidentiel de transition (CPT) d'Haïti. Notre engagement envers Haïti comprend le soutien aux réformes de gouvernance, la réduction de la criminalité et la protection des droits de l'homme. Nous apprécions les efforts continus du CPT en faveur de la transparence et d'élections démocratiques »*

A la séance de la Primature, le Premier ministre Garry Conille était accompagné entre autres de la ministre des Affaires Etrangères, Dominique Dupuy, du ministre de la justice Carlos Hercules et du chef de Cabinet du Premier Ministre Mesmy Manigat. Les discussions ont porté sur les besoins actuels du pays en matière de sécurité et d'aide humanitaire, les avancées de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMAS), entre autres.

Les questions à se poser maintenant, pourquoi deux rencontres séparées avec les autorités haïtiennes quand elles ont eu lieu au même endroit à la Villa d'Accueil, à Musseau, le lundi 22 juillet 2024 ? Qui a décidé de ces rencontres séparées, sont-ce les autorités haïtiennes ou est-ce la représentante des Etats-Unis aux Nations-Unies ? Quel qu'en soit celui qui avait pris l'initiative, c'est un acte de non respect de la souveraineté haïtienne et d'insécurité au sein de ce régime mis en place par les Etats-Unis eux-mêmes.

Avant de reprendre l'avion militaire pour retourner dans son pays, l'ambassadrice a dans l'après midi du 22 juillet 2024, tenu une conférence de presse au salon diplomatique de l'aéroport international Toussaint Louverture au cours de laquelle elle a divulgué des informations de son agenda de ses rencontres en Haïti. Elle a annoncé un don de 60 millions de dollars destiné selon elle à soutenir les efforts de lutte contre la crise humanitaire en Haïti. Quelle aumône à ce pauvre pays ! « *Ce montant servira à soutenir le peuple haïtien et alléger les souffrances causées par la violence des gangs et l'instabilité politique. Ce fonds va aider les partenaires de l'USAID à combler les lacunes en matière de nutrition, de sécurité alimentaire et de logement. Ils permettront d'améliorer les services d'eau et d'assainissement et de fournir une aide financière afin de permettre aux communautés touchées d'acheter des produits essentiels »*

L'ambassadrice est venue nous voir, elle ne pouvait pas s'en aller sans mettre la main à la poche pour nous donner quelques miettes de dollars à ses laquais au pouvoir. Elle a également annoncé que le Département d'Etat, à travers le « Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) » compte fournir des véhicules blindés supplémentaires pour aider davantage le personnel de la MMAS à soutenir la Police nationale haïtienne dans la lutte contre la violence

suite à la page(16)



Visitant la base de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) avec le chef de la police haïtienne Normil Rameau



Rencontre avec des jeunes leaders haïtiens engagés dans la promotion des droits humains et l'autonomisation des femmes.

Raymond Cabèche s'oppose à l'Occupation Américaine d'Haïti en 1915



Le 28 juillet 1915, 330 marines américains débarquent à Bizoton, au sud de Port-au-Prince, à la base navale Amiral Killick, envoyés par le président des Etats-unis Woodrow Wilson

Par Max Jean-Louis

Le 27 juillet 1915, Villebrun Guillaume Sam, Président d'Haïti est lynché par la population déchaînée, enragée suite au massacre de prisonniers politiques par le pouvoir en place.

Le lendemain, soit le 28 juillet 1915, 330 marines américains débarquent à Bizoton, au sud de Port-au-Prince, à la base navale Amiral Killick. Envoyés par le président Woodrow Wilson, les troupes américaines débarquent en Haïti pour officiellement y restaurer la stabilité et venir défendre les intérêts des compagnies américaines. Il s'agissait en réalité pour les Américains d'avoir le contrôle de la région et d'avoir accès au canal de Panama. Cette invasion s'inscrit dans la continuité d'une myriade d'interventions américaines dans la région: Nicaragua (1895) ; Cuba et Porto Rico (1899), Venezuela (1903) ; République dominicaine, Colombie et Panama (1906–1909).

Arrivés dans la capitale haïtienne, les marines prennent, très rapidement, contrôle des principaux postes de commandement. Rendus quelques temps plus tard à la Caserne Dessalines, ils arrachent le drapeau haïtien avec rage et le foulent au pied.

Philippe Sudre Dartiguenave, avocat de formation est fait président par les américains qui voyait en lui un pantin, un hologramme tout à fait docile. Son manque de leadership transparait dès son investiture, le 17 août 1915. Dans son discours, il se présente comme un simple commentateur des vieux démons et des éternelles divisions caractérisant Haïti sans jamais arriver à se hisser à la gravité de l'heure, ni proposer de mesures concrètes pour laver l'honneur et restaurer la dignité du peuple haïtien.

Le traité du 16 septembre 1915, plus connu sous le nom de Convention Haïtiano-Américaine, est la clef de voûte et le principal instrument juridique de cette Occupation Américaine. Ce texte de 16 articles est surréaliste: par exemple, les finances haïtiennes se voient placées sous le contrôle d'un conseiller financier "proposé" par… le président des États-Unis en personne! La Convention est soumise au vote des députés de la 28e législature. Certains s'y opposent avec véhémence…comme l'Honorable Raymond Vilaire Cabèche, député de la circonscription des Gonaïves dont la verve était légendaire. Il se refusa, avec 10 autres collègues, de voter « la charte de l'occupation » qui serait, selon lui, une servitude morale pour le peuple haïtien.

En infériorité numérique, la Convention sera adoptée par environ 70 députés contre 11. Remonté le Dr Cabèche remit sur-le-champ sa démissions. Il arracha la boutonnière de son veston, sa cocarde de député du peuple, la lança au milieu de l'assemblée, puis quitta la chambre.

Voici un extrait du discours qu'il prononça, après le vote:

« Par cette convention, nous décrétons pour le peuple haïtien la servitude morale en place de l'esclavage physique qu'on n'ose plus aujourd'hui rétablir. Elle compromet les droits de la Nation. La Chambre en la votant, a pris une grave responsabilité. Quand le peuple gémira dans les chaînes qui viennent de lui être forgées, quand les générations futures maudiront les mémoires des auteurs de leur infortune, je ne veux pas qu'on dise que j'ai été de ceux-là. Je ne permettrai pas que mon nom apparaisse au bas du procès-verbal de cette séance où a été opérée la vente de tout un peuple par quelques-uns de ses membres.

« Je remets ma démission de député de la 28ème Législature, en criant une dernière fois : Je proteste au nom du peuple haïtien, au nom de ses droits, de sa souveraineté, de son indépendance, contre le projet de convention américano-haïtienne.»

Max Jean-Louis 23 Août 2018

IMMIGRANT RIGHTS UNDER ATTACK IN SAN FRANCISCO

July 28, 2024 San Francisco Unitarian Universalist Church
1187 Franklin St. (corner of Franklin and Geary)
12:30PM gathering and refreshments 1:00 - 2:30PM Forum (Remote and In-Person)
All times Pacific Standard Time Register: https://bit.ly/LCIP-SF

Mayor Breed and the Democratic machinery are doing everything to please Big Tech, giving unprecedented powers to the police, stripping the poor of benefits, and now targeting one of the last progressive reforms remaining in San Francisco: its sanctuary protections for immigrants. Like President Biden, the Democrats in San Francisco are paving the way for Trump and the right wing. Over the last year, Mayor Breed has increased her cooperation with federal agencies that target immigrants, predominantly young mothers which is leading to devastating family separations right here in the Bay Area. Scapegoating and criminalizing immigrants for the drug overdose crisis, the Democratic Party in San Francisco is implementing the same failed policies of yesterday's war on drugs, with the same devastating consequences and racial disparities.

Come hear from immigrant rights lawyers and activists, as well as labor leaders, on how to fight back!

Panelists: Jose Ruben (he/him) the spiritual activist with Interfaith Movement 4 Human Integrity and a student at the San Joaquin Delta College, as well as formerly detained leader who led a collective labor strike and hunger strike against ICE and GEO who profit from the private detention facilities where he spent 16 months.

E.J. Esperanza (he/him) is a formerly undocumented activist from Mexico and an abolitionist lawyer from the San Francisco Bay Area.

Lisa Knox (she/her) is an immigration attorney and advocate based in Oakland.

Sarah Lee (she/her) is an immigrant justice organizer in the San Francisco Bay Area.

28 juillet 1915 : Les marines débarquent à Port-au-Prince



Le 28 juillet 1915, les troupes américaines débarquent à Port-au-Prince, capitale d'Haïti

Par Jeanne Lafont

Le 28 juillet 1915, les troupes américaines débarquent à Port-au-Prince, capitale d'Haïti, pour officiellement restaurer la stabilité et la sécurité dans la première République noire des Temps modernes. Elles vont y rester pendant près de vingt ans, jusqu'en 1934.

Instabilité croissante

Depuis le milieu du XIXe siècle, la république d'Haïti n'avait cessé de descendre aux enfers, victime de l'absence de projet national et de la rivalité entre bourgeoisie mulâtre et paysannerie noire. Plusieurs coups d'État se succèdent dans les années 1910 jusqu'à celui du général Vilbrun Guillaume Sam, en mars 1915.

Le nouveau dictateur se montre aussi despotique que ses prédécesseurs et le 27 juillet 1915, fait massacrer 167 prisonniers politiques dans la prison de Port-au-Prince. Dans l'après-midi, la population, exaspérée, se soulève et poursuit le président jusque dans les bâtiments de l'ambassade de France.

Le dictateur est massacré et ses restes sont exhibés par la foule dans les rues de la capitale. Le président américain Thomas Woodrow Wilson voit dans ce nouveau débordement le motif d'une intervention militaire. Dès le lendemain, un navire de guerre, le Washington, entre dans la rade de Port-au-Prince, la capitale. Le soir même, les troupes de marines prennent position dans les endroits clé. La diplomatie de Washington justifie son droit d'ingérence par des principes humanitaires.

Échec de Washington

Prenant acte de l'absence d'élites haïtiennes crédibles et compétentes, Washington prend en main le pays et instaure un protectorat de fait. La classe politique, essentiellement mulâtre, se laisse elle-même manipuler par Washington. Le président du Sénat, Philippe Sudre Dartiguenave, accepte d'être installé par l'occupant à la présidence de la République.

Les marines prêtent main-forte à la gendarmerie nationale pour réprimer en 1918 une violente insurrection des « Cacos », les paysans en armes du nord de l'île, sous la direction d'un certain Charlemagne Péralte qui sera tué dans une embuscade en 1919. On compte plusieurs milliers de victimes sur 40.000 insurgés, avec des exactions et violences de toutes sortes.



Charlemagne Péralte le Cacos

Les entreprises américaines débarquent dans l'île à la suite des militaires et s'approprient les maigres ressources locales (plantations...). Elles remettent également en état les infrastructures de l'île : routes, dispensaires, écoles... (non sans inscrire le montant de ces réalisations dans la dette extérieure d'Haïti). Par ailleurs, le cours de la monnaie locale, la gourde, est aligné sur le dollar.

Les institutions du pays, banques, armée, douanes, éducation... sont prises en main par les administrateurs américains. Un certain Franklin Roosevelt rédige même une nouvelle Constitution pour l'État haïtien...

Malgré ces acquis, les Américains suscitent contre eux l'hostilité tant des paysans noirs, maintenus dans des conditions de quasi-servitude, que des mulâtres. Ces derniers, imbus d'un sentiment très fort de supériorité sur les Noirs, supportent mal d'être mis dans le même sac que ces derniers par les occupants !

Franklin Delano Rossevelt, à peine élu à la présidence des États-Unis, retire le 21 août 1934 les marines d'Haïti sans qu'ait été résolu un seul des problèmes structurels de la république.

Herodote.net
27 Novembre 2018

La banalité du mal Haytien



L'action politique concrète pour organiser et conscientiser les masses populaires, les petits paysans appauvris, les jeunes qui luttent pour un vrai changement est plus que nécessaire!

Par Henriot Dorcent

Comment est on arrivé là? Karl Marx l'a si bien dit dans le manifeste du Parti communiste en 1847 : Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre."

Jamais on n'aurait imaginé un pays détruit par une mafia internationale avec la complicité des valets locaux, une nation jadis souveraine et indépendante, aujourd'hui sous une occupation militaire et policière étrangère déguisée et une tutelle à peine voilée. Une nation jadis qui produisait le grand Jean Jacques Dessalines, François Cappois dit Capois La mort, Henry Christophe, Louis Mathurin Boisrond, dit Boisrond Tonnerre, etc…etc. et qui se laisse manipuler par les descendants des flibustiers esclavagistes du 17ème siècle. Où sont passés les anciens piquets du général Acaau? Où sont passés les cacos de Charlemagne Peralte? Où sont passés les jeunes des années 80 et 90?

Un pays jadis, la perle des Antilles, aujourd'hui la risée des Caraïbes, une nation jadis la tête altière et haut les fronts, aujourd'hui souillée par la présence de militaires et policiers étrangers, sous un prétexte d'aider et d'appuyer la police nationale d'Hayti dans sa lutte contre les groupes armés des quartiers populaires. Toutes les armes à feu en circulation en Hayti proviennent des États-Unis d'Amérique du nord, quelles soient entre les mains de la police nationale et des forces armées d'Hayti, quelles soient en usage par les groupes armés des quartiers populaires, quelles soient entre les mains des militaires et policiers de la force multinationale d'appui a la sécurité.

Quelle ironie de l'histoire, le premier pays noir indépendant de l'hémisphère occidental, occupée par des militaires et policiers du Kenya, un pays émancipé après la décolonisation de l'Afrique des années 60. L'histoire, comme disait Karl Marx, répète la première fois comme une tragédie, la deuxième fois comme une farce. La première fois en 2004, le premier pays qui a aboli l'esclavage en Amérique Hayti en 1804, a été occupé par le dernier pays qui a aboli l'esclavage sur le continent Américain, le Brésil. C'était une tragédie avec les massacres des quartiers populaires et bidonvilles et la propagation du choléra en Hayti avec un lourd bilan de 10 milles morts et des millions de contaminés.

La deuxième fois, cette fois ci est une farce avec des militaires et policiers venus, en vacances en Hayti, collecter des milliers de dollars en salaires et frais de fonctionnement alors que les policiers Haytiens peinent à gagner 300 dollars le mois. L'heure est plus que grave, les dénonciations ne suffisent pas, l'action politique concrète pour organiser et conscientiser les masses populaires, les petits paysans appauvris, les jeunes qui luttent pour un vrai changement est plus que nécessaire!

Le défi doit être relevé par une Avant-garde progressiste et révolutionnaire. La seule et unique solution à la crise multi dimensionnelle d'Hayti est une révolution socialiste, il n'y a pas de troisième voie. Soit qu'on s'associe et s'accommode de la situation d'exploitation à outrance des masses populaires et de toutes les couches prolétariennes du pays, soit qu'on se révolte et s'engage à lutter jusqu'au dernier soupir pour la libération nationale d'Hayti. *Sa k sanble rasanble*! *An n refè l ankò*! *Nou ka refè l ankò*!

Progressistes Haytiens réveillez-vous! Le moment révolutionnaire est arrivé! Organisons-nous par tous les moyens possibles et partons à l'assaut de la domination coloniale du pays. Nous ne pouvons être seulement des spectateurs passifs et de l'exploitation capitaliste des classes dominantes sans nous faire complice du crime odieux de la nouvelle occupation étrangère du pays. Engageons-nous dans la résistance active pour une lutte de libération nationale avec un parti d'avant-garde révolutionnaire. C'est Maintenant ou presque Jamais.

Liberté ou La Mort!
La Patrie ou La Mort!

Anbasadè Thomas-Greenfield te rankontre ak chèf BINUH a, Maria Isabel Salvador

Yon delegasyon ak Anbasadè meriken nan Nasyonzini Linda Thomas-Greenfield te rankontre jou lendi 22 jiyè 2024 ak Reprezantan Espesyal Sekretè Jeneral Nasyonzini an Ayiti a ki se egalman Chèf Biwo entegre Nasyonzini an Ayiti a, Maria Isabel Salvador.

Yo te diskite sou plizyè sijè, tankou misyon BINUH ak misyon sekirite miltinasyonal la.

Diskisyon an te konsantre sou enpòtans pou ogmante asistans donatè ak kowòdinasyon ant Kominote entènasyonal la, Ayiti, *BINUH,* Gouvènman tranzisyon an ak Misyon sipò miltinasyonal la. Sijè sa yo te diskite ak anpil echanj ant de fanm diplomat yo.

Yo te fè echanj opinyon yo tou, sou pi bon fason pou sipòte gouvènman ayisyen an nan yon lide pou òganize eleksyon lib sanpatipri pi vit posib, sitou atravè nominasyon rapid yon Konsèy Elektoral Pwovizwa kredib ak enklizif. Ou pa ta di se vre, sa yo di yo !



Maria Isabel Salvador ak Linda Thomas-Greenfield

Moun ki pa konnen yo ak nayif yo ki pou kwè pawòl tafya sa yo.

Okap Ayisyen: plis pase 40 moun mouri



Chache lavi, Detwi lavi !

Plis pase 40 sitwayen ayisyen te mouri lannwit madi 16 pou mèkredi 17 jiyè 2024 la, nan yon eksplozyon abò yon ti kannòt chaje moun ki ta pral chache lavimiyò lotbò dlo, nan peyi etranje.

Kèk temwen rapòte se pandan yon seremoni vodou nan bato a, van a pote youn nan bouji ki te limen yo kote yo konsève gazolin pou bato a te fè vwayaj la. Dram sa a rive tou pre Fort-Lilette, tou pre Labadi.

Se sa ki lakòz eksplozyon an, lapolis te rive sove 27 moun men 20 ladan yo te nan yon kondisyon kritik grav lopital.

Chache lavi, Detwi lavi !

Anbasad meriken an Ayiti eksprime senpati li bay fanmi 40 viktim yo. Etazini rete angaje nan anpeche vwayaj klandesten ki riske sa yo. Yo mande tou pou *« Leta a fè yon ankèt apwofondi sou sikonstans trajedi sa a »*

Entèdiksyon depa kont ansyen konmisè Ronald Richemond



Apre Ministè Lajistis la te mete ankonje ansyen Konmisè gouvènman Okay la Ronald Richemond, nan kad dosye ki gen rapò ak sasinay jounalis Garry Tesse, ki te sasinen nan mwa Oktòb 2022. Apre odisyon Richemond, Jij Séide fè konnen : li entèdi pou konmisè a kite peyi a pa nenpòt mwayen posib.

Donnez une chance à la paix en Haïti



Les appels au dialogue sont souvent interprétés comme un soutien aux gangs ou comme un effort visant à garantir la continuité de l'impunité, cela n'est pas nécessairement le cas.

Par Jake Johnston

Le 25 juin à 9 h 16, un avion de Kenya Airways a atterri à Port-au-Prince, en Haïti. A bord se trouvaient quelque 200 policiers kenyans, l'avant-garde de la mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) approuvée par le Conseil de sécurité des Nations Unies à la fin de l'année dernière. À terme, la force devrait être composée de 2 500 officiers provenant d'au moins une demi-douzaine de pays, qui seront chargés de rétablir la sécurité et d'ouvrir la voie à des élections libres et équitables.

Ce n'est certainement pas la première mission de ce type en Haïti, où, depuis le milieu des années 1990, les déploiements de l'ONU et des forces de sécurité étrangères ont été quasiment constants. Près de 10 000 soldats étaient stationnés en Haïti entre 2004 et 2017, pour ensuite être remplacés par une mission plus petite. Il y a seulement cinq ans, les derniers officiers étrangers quittaient le pays.

Depuis lors, la violence et l'insécurité se sont en effet considérablement aggravées, mais pas simplement parce qu'ils sont partis. Tout en apportant quelques améliorations superficielles à court terme, ces interventions ont fini par ébranler les institutions locales, notamment la Police nationale haïtienne (PNH), et éroder la démocratie. Ils ont assuré la stabilité, mais avec un statu quo intrinsèquement insoutenable – ouvrant la voie à la situation actuelle, où les groupes armés exercent un contrôle sur de vastes pans de la capitale ; la libre circulation des personnes et des biens est impossible ; plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées ; et, dans de nombreuses communautés, la mort est devenue un risque quotidien.

Alors que les puissances étrangères débattaient du déploiement d'une nouvelle force en Haïti, nous avons entendu le refrain constant selon lequel elles avaient *« tiré les leçons du passé »*. Cette fois, ce serait différent. Pourtant, même si les premières mesures ont été lancées, une myriade de questions reste en suspens.

Il n'y a pas de règles d'engagement claires, pas de mécanismes de responsabilité ou de contrôle annoncés, ni même de calendrier concret. On ne sait pas qui, en fin de compte, sera aux commandes. Autorisé par le Conseil de sécurité de l'ONU, dirigé par le Kenya, financé par les États-Unis et apparemment en soutien aux autorités haïtiennes, personne ne peut encore dire à qui revient la responsabilité.

La plus grande question est peut-être la suivante : quelle sera la véritable stratégie pour faire face aux près de 200 groupes armés qui terrorisent la population ? La réponse à cette question aura d'énormes implications pour la suite des événements. Le risque de dommages civils, puisque les troupes étrangères armées pourraient potentiellement tirer sur des gangs au milieu de quartiers densément peuplés, est évident. Mais déjà les différents acteurs impliqués ont exprimé des idées parfois contradictoires.

Lors d'une visite à Washington en mai pour un dîner d'État à la Maison Blanche, le président kenyan William Ruto s'est engagé à « briser le dos » des gangs. *« Ils n'ont pas de religion. Ils n'ont pas de langue »* et doivent être traités *« avec fermeté et détermination »*, a déclaré Ruto, un fervent évangélique. Peu de temps après, l'ambassadeur américain en Haïti, Dennis Hankins, a proposé aux membres des groupes armés un choix difficile : *« Le cimetière ou la prison »*.

Le lendemain, l'UNICEF a publié un rapport estimant que jusqu'à 50 pour cent des membres des groupes armés sont des enfants qui sont *« poussés à les rejoindre… par pur désespoir, y compris une violence horrible, la pauvreté et l'effondrement des systèmes qui devraient les protéger. »* Même s'il s'agit probablement d'une surestimation, cela met en lumière les dangers d'une approche ferme face à la violence actuelle.

Leur seule option est-elle maintenant la mort ou le reste de leur vie dans une cellule de prison ? Et quelle incitation cela constitue-t-il pour mettre fin à la terreur aujourd'hui ?

Leslie Voltaire, membre du Conseil présidentiel de transition (TPC) d'Haïti, qui a pris les rênes du gouvernement du pays ce printemps à la suite de négociations politiques soutenues par les États-Unis, a adopté un ton différent. Il a suggéré que, même si *« personne n'est favorable à l'amnistie »*, le conseil créerait un comité vérité et justice pour faciliter le désarmement des membres des gangs, leur comparution devant les victimes et leur repentir.

La veille de l'arrivée des Kenyans, Jimmy « Barbecue » Cherizier, ancien policier et chef autoproclamé de la coalition des gangs Vivre Ensemble, a diffusé une vidéo s'adressant directement au Premier ministre récemment installé, Gary Conille. *« Nous avons besoin de dialogue aujourd'hui, Premier ministre »*, a-t-il plaidé.

« La réponse est claire », a déclaré Conille quelques jours plus tard, accompagné de hauts responsables de la sécurité kenyans. *« Premièrement, les armes doivent être rendues ; alors, reconnaissez l'autorité de l'État haïtien… et nous verrons ce que nous pouvons faire. »*

Même si elle ne ferme pas la porte aux pourparlers de paix, la réponse de Conille révèle une incompréhension plus profonde de la crise. À quelle autorité étatique Conille fait-il référence ? Son propre? Il n'a été élu, ni nommé ni confirmé par aucun élu. Il n'y a pas eu de vote depuis 2016. Pourquoi reconnaître l'autorité d'un État aussi responsable de la violence que n'importe quel groupe armé ? Même avant la détérioration de la situation sécuritaire, l'État était à peine présent dans la vie de la plupart des Haïtiens. L'État ne doit pas seulement conquérir les groupes armés du pays, mais aussi la population elle-même – et l'un ne peut pas attendre l'autre.

Même si les appels au dialogue sont souvent interprétés comme un soutien aux gangs ou comme un effort visant à garantir la continuité de l'impunité, cela n'est pas nécessairement le cas.

Le dialogue n'est pas une abdication de la justice. Si cela est fait correctement, cela pourrait constituer une première étape essentielle, non seulement pour mettre fin à la violence et rendre la justice que les victimes méritent, mais aussi pour refonder un État qui a laissé tomber la population dans son ensemble. Le dialogue offre l'opportunité de mettre fin au cycle d'instabilité tout en rendant sans objet la question d'une intervention étrangère mal définie et illimitée.

Les gangs d'Haïti sont souvent décrits comme monolithiques, mais ils regroupent un large éventail d'acteurs. Ils opèrent de différentes manières : certains restent profondément enracinés dans leurs communautés, d'autres en tant que forces d'occupation. Certains existent depuis des décennies ; d'autres représentent une nouvelle génération. Certains ont des ambitions politiques, tandis que d'autres cherchent uniquement à s'enrichir davantage, ainsi que leurs partisans. Certains servent de mercenaires pour des intérêts économiques ou politiques ; d'autres agissent de manière indépendante.

Rien de tout cela n'a pour but de minimiser ou d'ignorer les horreurs infligées à la population. Les viols massifs, souvent perpétrés devant des membres de la famille, sont monnaie courante. Des communautés entières ont été entièrement incendiées. Des symboles de l'État tels que des postes de police et des ministères ont été attaqués ; les universités, les pharmacies et les hôpitaux ont été pillés et détruits. De nombreux vendeurs ambulants, colonne vertébrale du commerce de la capitale, ont tout perdu. Dans certaines régions, les écoles sont fermées depuis deux ans. Une génération entière a été traumatisée.

Cependant, à l'origine de la crise se trouve une violence silencieuse, omniprésente et systémique qui a été amplifiée et reflétée vers l'extérieur, qui a traumatisé les traumatisés. Bien entendu, tous ceux qui possèdent des armes automatiques ne sont pas des enfants ou des jeunes hommes contraints de commettre des actes aussi odieux. Certains ont choisi cette voie, conscients du mal causé.

Pourtant, la violence d'aujourd'hui découle d'un contrat social rompu, de l'absence de l'État et de la privation de droits de la majorité pauvre dans un pays où les inégalités sont les plus graves de la région. Cette réalité a été perpétuée par les dirigeants pompeux des groupes armés, par l'élite politique et économique vieillissante en costumes et cravates, et même par les hommes et les femmes en uniforme chargés de protéger la population – sans parler de la communauté internationale omniprésente, la plupart spécifiquement aux États-Unis. Les frontières entre chaque groupe s'estompent lorsqu'on y regarde de plus près, formant une masse solide de répression entourant ceux qui sont les plus touchés par le statu quo.

Début avril, tous les secteurs représentés au conseil présidentiel ont signé un accord politique définissant leurs priorités communes dans cette période de transition. Parmi les initiatives figurent un dialogue national visant à rassembler tous les secteurs de la vie, ainsi que la formation d'un comité vérité, justice et réparations. Ce ne sont pas des idées à mettre de côté pour être reprises après qu'une intervention militaire étrangère ait assuré la sécurité ; ils constituent plutôt un élément essentiel de toute stratégie de sécurité durable, qui doit s'attaquer à toutes les formes d'insécurité, y compris celles qui affectent les moyens de subsistance, la nourriture, l'eau, la santé et l'éducation.

Premièrement, parce que la justice ne peut pas simplement signifier le cimetière ou la prison pour ceux qui brandissent des armes de guerre. Cela nécessite également le démantèlement des réseaux d'élite qui ont nourri et soutenu les gangs et qui sont quotidiennement accueillis à la table des négociations. Le témoignage des individus, même ceux responsables de crimes odieux, est le seul moyen de garantir que les responsabilités s'étendent au-delà de la rue.

Deuxièmement, parce qu'une véritable stabilité nécessitera d'instaurer la confiance dans l'État. L'objectif de cette période de transition est d'organiser à terme des élections libres et équitables. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire, et même s'il est bien organisé, la confiance dans le processus est extrêmement faible. Les dernières élections ont enregistré un taux de participation de 18 pour cent ; une répétition de cela ne servira à rien. Un processus de dialogue qui peut réellement impliquer les citoyens offre l'opportunité de commencer à réparer cette relation brisée tout en identifiant une nouvelle génération de dirigeants.

C'est pourquoi je pense qu'un processus de dialogue est nécessaire, tout comme ce qui pourrait éventuellement en résulter. Mais comment faire concrètement pour que cela devienne une réalité ?

Je n'ai pas toutes les réponses, mais il faudrait commencer par demander aux communautés les plus touchées ce qu'elles veulent, pas seulement aujourd'hui mais pour aller de l'avant. Selon les centaines de milliers de personnes déplacées par la violence, qu'est-ce qui pourrait durablement l'arrêter ? Qu'en est-il de ceux qui vivent encore dans des quartiers contrôlés par les gangs – ceux qui sont susceptibles de subir des dommages collatéraux dans l'intervention imminente, mais au nom desquels cette intervention est ostensiblement menée ? En l'absence de l'État, les communautés ont pris en main leur sécurité et la justice, comme en témoigne la prolifération des surveillances de quartier, des barricades de fortune et le mouvement d'autodéfense Bwa Kale ciblant les membres présumés de gangs.

Le dialogue ne peut pas être simplement une négociation entre les acteurs armés et l'État, ni nécessairement permettre aux voix les plus fortes de s'asseoir à la table ou déclarer une amnistie générale pour les crimes odieux commis. Les organisations paysannes, longtemps définies comme des citoyens de seconde zone par l'État, ont besoin d'une place à la table des négociations. Les groupes de femmes, surtout compte tenu du manque de représentation au sein du gouvernement, doivent être impliqués. Les organisations de base des communautés pauvres de la capitale doivent être impliquées. Les madan sara, ces femmes qui apportent de la nourriture des provinces pour nourrir la capitale, pourraient jouer un rôle essentiel car elles servent de pont entre les réalités divergentes d'Haïti depuis des décennies.



Des bandes de méchants donnent à Haïti une chance pour la paix

L'État doit jouer un rôle de premier plan, mais cela ne veut pas dire qu'il n'aura pas besoin d'aide. De nombreuses organisations et individus en Haïti recherchent déjà ce type de solutions, bien qu'à une échelle beaucoup plus petite. L'engagement de la société civile est crucial. Des pays du monde entier ont proposé d'envoyer des troupes pour combattre les gangs. Certains pourraient certainement offrir leur expertise et leur sagesse sur le processus de réconciliation et de paix. La Colombie, qui a mené son propre processus de paix – sans doute parfois difficile –, serait un allié naturel. Plus tôt cette année, le président colombien Gustavo Petro, s'exprimant aux côtés du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, a parlé d'un « plan de paix » pour Haïti. Les deux pays évaluent comment ils pourraient contribuer à un tel effort si l'État haïtien était intéressé. L'une des principales leçons de l'expérience colombienne est que la paix ne consiste pas seulement à inciter les criminels à abandonner le jeu ; il s'agit aussi de donner aux communautés une raison de faire confiance à l'État. Ce travail est bien plus difficile, mais il pourrait offrir l'espoir d'un avenir différent et pas seulement du rétablissement du statu quo.

L'intervention étrangère imminente a été présentée comme la seule voie à suivre. Ce n'est pas obligatoire. Au lieu de cela, il est grand temps de donner une chance à la paix.

***Jake Johnston** est associé de recherche principal au Center for Economic and Policy Research (**CEPR**) à Washington, D.C.

CEPR 10 Juillet 2024

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Le Secrétaire général du ministère kenyan des Affaires Etrangères, Korir Sing'oei

Par Catherine Charlemagne

(14e partie)

Le Secrétaire général du ministère kenyan des Affaires Etrangères, Korir Sing'oei, avait confirmé à l'*AFP* le mardi 12 mars 2024 que le Kenya suspendait bien le processus suite au changement intervenu en Haïti. « *Il y a eu un changement radical à la suite de l'effondrement complet de l'ordre public et de la démission du Premier ministre d'Haïti. Sans une Administration politique en Haïti, il n'y a pas d'ancrage sur lequel un déploiement de police puisse reposer, c'est pourquoi le Gouvernement attendra l'installation d'un nouveau Gouvernement en Haïti avant de prendre de nouvelles décisions* » affirmait le diplomate. Déjà réticent au déploiement tant que les fonds ne sont pas disponibles sur le compte de la banque centrale du Kenya, cette démission a été l'alibi pour Nairobi de faire une pause le temps que l'affaire soit éclaircie avec l'ensemble de ses partenaires, particulièrement Washington qui sous-traite la mission.

A la parution de la déclaration des autorités de Nairobi, les Etats-Unis n'avaient pas pris de temps pour répondre et pour rassurer le gouvernement kenyan tout en minimisant les propos des diplomates kenyans. Par le biais de l'agence *Reuters*, un officiel du Département d'Etat américain avait laissé entendre que « *L'Administration du Président Joe Biden travaillait avec le Congrès pour transférer le fonds. Le Kenya a demandé à être payé à l'avance, cependant les règles de l'ONU exigent que les fonds qu'elle administre ne soient utilisés que pour rembourser les coûts déjà engagés.* » *Reuters* du 12 mars 2024. Après, c'était le tour du porte-parole du Département d'État, Matthew Miller, toujours dans le souci de temporiser les autorités kenyanes et de les laisser croire qu'il est normal d'avoir de bons vis-à-vis dans ce dossier en Haïti pour le moins délicat, d'avancer « *Je serais préoccupé par tout retard, mais nous ne pensons pas que cela sera nécessaire.*

Il est naturel pour le Kenya de vouloir savoir qu'il existe un Gouvernement qui peut les accueillir et qui peut leur demander de déployer une mission. Le nouveau Conseil de Transition qui désignera un Premier ministre par intérim et un cabinet ministériel devraient être formé dans les 24 à 48 heures à venir et cela ouvrira la voie à la poursuite de cette mission ». Des propos qui, en quelque sorte, avaient rassuré le chef de l'État kenyan, William Ruto, qui, le jeudi 14 mars 2024, avait relancé le processus après être entretenu au téléphone avec le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken sur la question. Suite à cet entretien, le Président kenyan eut à déclarer « *Antony Blinken m'a informé qu'un nouveau Conseil Présidentiel de Transition sera formé sous peu pour gérer la situation en Haïti. De mon côté, j'ai assuré Blinken que le Kenya prendra la direction de la Mission Multinationale immédiatement après l'installation en Haïti du Conseil Présidentiel de Transition.*

Par ailleurs, le Kenya déploiera un nombre substantiel de soldats aux côtés des 1000 policiers afin de rétablir la stabilité en Haïti miné par les gangs. » Mais, cette assurance du côté kenyan était loin de rassurer tout le monde du côté des Etats-Unis, notamment les élus du Congrès, particulièrement les Républicains qui contrôlent la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre des Représentants. Leur Président, Michael MacCaul, et son homologue au Sénat, Jim Risch, s'étaient arrangés pour faire obstacle sur le déblocage d'une partie des fonds, soit 40 millions de dollars que le Département d'Etat devait débloquer sur les 300 millions de dollars que les Etats-Unis s'engageaient à dépenser pour la mission. Pour les deux élus du parti Républicain, au Congrès, le gouvernement américain n'avait pas donné assez d'informations et de détails sur la nature de la participation des Etats-Unis à la MMAS en Haïti. Les parlementaires américains principalement ces deux chefs de fil républicains du Congrès avaient estimé que le Département d'Etat n'avait envoyé qu'un « *plan approximatif* » sur l'engagement des Etats-Unis dans la mission, c'était insuffisant.

Par ailleurs, Michael MacCaul et Jim Risch, dans un communiqué commun disaient que « *Compte tenu de la longue histoire de l'engagement des États-Unis en Haïti, avec peu de résultats positifs, l'Administration doit au Congrès beaucoup plus de détails et plus rapidement avant d'obtenir davantage de financement. Nous pensons qu'il s'agit d'un élément essentiel pour le déploiement* ». En revanche, le mardi 19 mars 2024 à Washington, le groupe de réflexion « *American Atlantic Council* » s'était réuni justement sur la question du déploiement des militaires étrangers en Haïti. Cet organisme est un fervent partisan de la mission multinationale mais surtout avec une participation des troupes américaines. Pour l'occasion, les organisateurs de ce Forum avaient convié l'un des personnages clefs du dispositif militaire américain dans le Sud des Etats-Unis.

Il s'agit de la Générale Laura Richardson. C'est la cheffe du Commandement Sud des Forces Armées des Etats-Unis, plus connu sous le nom de SOUTHCOM. La Générale, lors de cette rencontre, ne s'était pas cachée derrière son petit doigt comme les hommes politiques de Washington, notamment du Département d'Etat, pour dire ce qu'elle pensait de la situation de crise et d'insécurité sévissant en Haïti depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021. En marge de la rencontre de l'American Atlantic Council, la Générale Laura Richardson était interrogée par la presse pour avoir son avis sur la participation ou non des troupes américaines dans la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti. Sa réponse a été on ne peut plus claire. « *Je pense qu'une solution internationale, une solution qui inclut également la perspective d'Haïti, est très importante. C'est pourquoi je ne crois pas qu'une solution exclusive aux États-Unis soit la voie vers laquelle nous devrions aller.*

Mais les Forces Armées américaines pourraient en faire partie en fin de compte, nous ne l'excluront à aucun moment compte tenu de ce qui se passe en Haïti » avançait la cheffe de SOUTHCOM le mardi 19 mars 2024 à Washington. Pendant ce temps, les lobbyistes et tous ceux favorables au déploiement des troupes étrangères en Haïti que ce soit à Port-au-Prince ou à Washington, s'activent et mobilisent leurs réseaux. Alors que la situation sociopolitique se détériore sur le terrain et l'insécurité ne cessant de gagner du terrain avec les groupes armés qui multiplient leur territoire à force de chasser les policiers de leurs Commissariats, le 25 mars 2024, à Washington, c'est un ancien ambassadeur américain à Port-au-Prince, James B. Foley, qui montait au créneau pour défendre l'idée que seuls les militaires américains pourraient venir à bout des gangs en Haïti.

Dans une longue tribune publiée dans le quotidien conservateur *The Washington Post* de la capitale fédérale américaine, James B. Foley a fait un plaidoyer sans aucune équivoque en faveur du déploiement rapide des militaires US en Haïti. Dans sa tribune du Post, Foley estime que c'était une erreur funeste la décision de la Communauté internationale et de l'Administration de Donald Trump de retirer le personnel militaire et policier de l'ONU en Haïti entre 2017 et 2019. Pour l'ex-Ambassadeur, ce qui se passe dans ce pays depuis 2021 est le résultat de cette erreur qu'il a qualifiée d'échec monumental. D'où son appel à avoir un autre narratif sur la question de la présence des troupes étrangères sur tout le territoire haïtien. « Il est compréhensible que l'Administration Biden ait horreur d'une intervention militaire en Haïti, étant donné les multiples problèmes de sécurité avec lesquels les États-Unis doivent jongler dans le monde entier.

Mais la situation s'est détériorée au point que Washington n'a peut-être pas d'autre choix que de monter une opération abrégée pour supplanter les gangs et faciliter une transition politique. Avec un nouveau gouvernement en place, les Etats-Unis pourraient rapidement transférer la responsabilité de la sécurité à la Communauté internationale, en s'appuyant sur un détachement de police kényane déjà approuvé par les Nations-Unies. Mais sans cela, les risques d'un effondrement final et d'une intervention plus importante continueront de croître.

Aujourd'hui, Washington tente à nouveau désespérément de mettre en place un arrangement politique transitoire, après avoir trop longtemps soutenu l'incapable Ariel Henry en tant que Premier ministre. Il s'agit d'une course contre la montre et, à mon avis, il est peu probable qu'elle réussisse, ou même qu'elle parvienne à faire entrer des forces de sécurité internationales dans le pays, sans fournir une couverture militaire américaine. Dans la crise actuelle, nombreux sont ceux qui appellent à des solutions dirigées par les Haïtiens ou même uniquement par les Haïtiens, mais cela n'est pas réaliste au vu de la situation sécuritaire. Les forces de police haïtiennes, dépassées en nombre et en armement, se sont courageusement battues pour préserver l'État, mais elles risquent de ne pas tenir face aux bandes criminelles qui se sont récemment alliées pour prendre le pouvoir. Dans ces circonstances désastreuses, il est extrêmement difficile d'imaginer la formation d'un gouvernement intérimaire légitime », estimait l'ancien ambassadeur de 2003 à 2005 en Haïti James B. Foley dans *The Washington Post* édition du 25 mars 2024.

A la parution de cette tribune, les protagonistes haïtiens - partis politique, Société civile et Secteur des affaires - sous l'impulsion de la Communauté des Etats de la Caraïbe (CARICOM) était en plein conciliabule afin de rétablir une autorité politique capable de rassurer le Kenya et le reste du monde sur le processus de l'envoi de la mission ayant eu l'aval de l'ONU par la Résolution 2699 du 2 octobre 2023. Ainsi après maints débats et rencontres par visio-conférence soit depuis Kingston, en Jamaïque ou de Georgetown, en Guyana, avec les dirigeants de la CARICOM, à la fin du mois de mars 2024, les haïtiens avaient fini par accepter, certainement à la demande de Washington, une formule quasi inédite en Haïti : la création d'un Exécutif collégial de 9 membres dénommé : Conseil Présidentiel de Transition (CPT). Un organisme étatique que l'ensemble des parties prenantes avait officialisé par un accord politique en date du 3 avril 2024 intitulé : Accord politique pour une Transition pacifique et ordonnée.

La création de cette instance ou de ce Pouvoir exécutif était l'une des conditions devant permettre la poursuite du processus de déploiement de la mission de l'ONU. D'ailleurs, les Etats-Unis, à travers la CARICOM, avaient imposé, dans un Mémorandum, à toutes les parties prenantes une condition selon laquelle tous les prétendants au poste de membre du Conseil Présidentiel de Transition devaient annoncer leur : adhésion à la Résolution 2699 du Conseil de sécurité voté le 2 octobre 2023 par les Nations-Unies autorisant le déploiement la mission multinationale en Haïti. Au début du mois d'avril, en effet, soit un mois après la démission officielle du Premier ministre de la Transition, Ariel Henry, par un décret daté du vendredi12 avril 2024 et un autre du mardi 16 suite à un cafouillage de la Presse Nationale d'Haïti, le gouvernement intérimaire avait confirmé la création du fameux CPT composé d'une présidence pléthorique de neufs (9) personnalités :

Smith Augustin, Louis Gérald Gilles, Fritz Alphonse Jean, Frinel Joseph, Edgard Leblanc Fils, Laurent Saint-Cyr, Régine Abraham, Emmanuel Vertilaire, Leslie Voltaire. Ce dernier, pressé de questions sur la présence des militaires étrangers en Haïti, alors que son parti, Fanmi Lavalas, a toujours été contre cette option et avait largement critiqué au passage le Premier ministre Ariel Henry qui avait fait la demande, répondait sans broncher à l'émission Panel Magik sur radio *Magik9* le vendredi 19 avril 2024 que « *Le Conseil de sécurité des Nations-Unies est au-dessus des lois du pays et des lois de tous les pays d'ailleurs. Le Conseil a approuvé la Résolution 2699 autorisant le déploiement d'une Mission multinationale non onusienne mais supervisée par l'ONU. (…) Peu importe le pays qui sera à la tête de la mission, nous l'accepterons. Depuis que nous avons accepté de signer l'accord sous la médiation de la CARICOM dans les termes formulés, nous avons validé automatiquement le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité* ».

Le 14 avril 2024, Nairobi avait salué la publication dudit décret et félicité non seulement les acteurs sociopolitiques haïtiens mais aussi la Communauté internationale, entre autres la CARICOM, pour avoir permis la mise en place des nouvelles autorités à Port-au-Prince. Sur son compte X, le chef de l'Etat kenyan, William Ruto, tenait à dire « *Je félicite les dirigeants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour leur gestion constante des consultations intenses qui ont conduit à la création d'un Conseil Présidentiel de Transition qui reflète les diverses sections de la société haïtienne.(…) Le Kenya exprime sa confiance dans le fait que les nouveaux dirigeants politiques jetteront des bases solides pour la résolution de la crise en Haïti, le rétablissement de la sécurité et offriront au peuple haïtien une transition politique et inaugureront une Paix et un développement durables. Le Kenya réitère sa forte solidarité avec Haïti et est prêt à apporter sa contribution dans le cadre élaboré dans la résolution 2699 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2023.*

Cette décision témoigne du courage collectif et du sacrifice singulier des Conseillers pour forger un pays sans violence et consolider une nouvelle administration démocratique. Nous attendons avec impatience que le CTP agisse rapidement pour nommer le Premier Ministre et le Cabinet ministériel. » Le 13 avril 2024, depuis le siège des Nations-Unies à New-York, c'est le Secrétaire général de cette organisation internationale qui, lui aussi, avait félicité les protagonistes haïtiens et les dirigeants de la Communauté



La Générale Laura Richardson lors de la rencontre de l'American Atlantic Council

caribéenne d'avoir trouvé un consensus afin de normaliser la gouvernance de la deuxième transition de l'après Jovenel Moïse. Dans un communiqué, le porte-parole de Antonio Guterres avait déclaré « *Le Secrétaire général se félicite de la publication le 12 avril du décret établissant officiellement le Conseil Présidentiel de Transition et exhorte toutes les parties prenantes haïtiennes à continuer de progresser dans la mise en place des dispositions de gouvernance transitoire, y compris la nomination en temps voulu d'un Premier ministre et d'un gouvernement intérimaires, ainsi que la nomination des membres du Conseil électoral provisoire.*

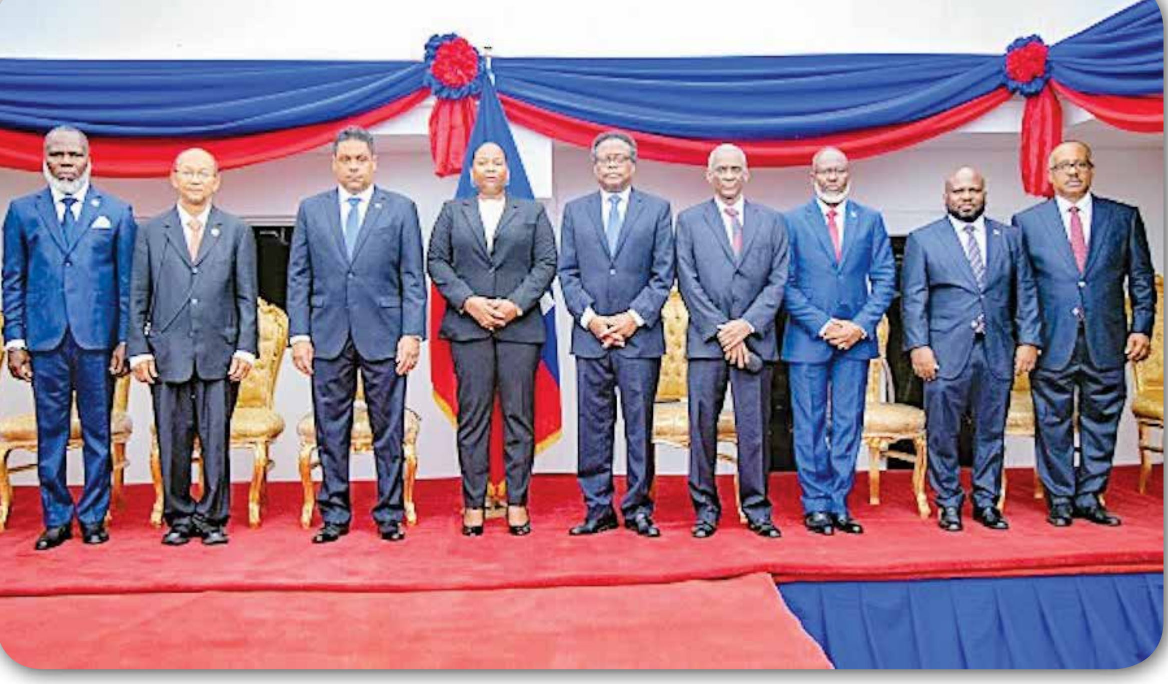
Le Secrétaire général prend note des fonctions du Conseil Présidentiel de Transition, y compris la collaboration avec tous les membres de la

suite à la page(16)

This is the Haitian People's Chance to Break their Chains Again



Soldiers of Jimmy Cherizier's Revolutionary Forces of the G9, now part of the larger Viv Ansanm alliance, in lower Delmas in March 2024. Armed groups have emerged in Haiti's working-class ghettos in response to the Haiti's ruling class' criminal policies.



The nine members of Haiti's Transitional Presidential Council (CPT), who are cowardly and greedily complying with imperialism's plans for Haiti.



De Facto Prime Minister Garry Conille (left) had a verbal spat with former Prime Minister Claude Joseph last week over division of the spoils in Haiti's neocolonial regime.



The Haitian masses (left) must join in solidarity with the protestors in Africa, like those in Kenya (right) to reclaim their self-determination.

by Berthony Dupont

After some connivance in the brutal assassination of Haiti's President Jovenel Moïse three years ago and then imposing its first feckless de facto Prime Minister Ariel Henry and now his equally subservient successor, Garry Conille, U.S. imperialism in cahoots with the Haitian oligarchy is presently working to set in place a Provisional Electoral Council (CEP) with the same actors and sectors from Haiti's political landscape that it has been using for decades.

The puppet-master's sole goal is to put in place an "elected" (in fact, selected) politician who will sign the Global Fragility Act (GFA) bilateral agreement (for which Haiti is the test case), which will tighten Washington's neocolonial grip on Haiti and sharpen the exploitation and economic enslavement of its people. The sell-outs of the Transitional Presidential Council (CPT), in their cowardice and greed for power and money, are too happy to comply.

This electoral process is in no way intended to create a more democratic, peaceful, progressive, humane, or just society. Far from it. Like a magician's trick, it is merely a way of making us accept the unacceptable: yet another rotten client regime tailor-made to serve the needs of foreign capitalists and their local oligarchy allies, incapable of implementing any truly popular or equitable policies.

The Haitian people, particularly Haitian youth, will not be guaranteed any future, because imperialism never has and never will promote a national development program capable of meeting people's immediate needs.

Sure, they **might** bring in a few more sweatshops in which the starving, teeming underclass **might** find an irregular job in poor conditions sewing clothes or assembling electronics for a slave-labor wage of $5 a day. After all, that is the GFA's whole *raison d'être*: to find workers to replace those lost in China, with which the U.S. is preparing to go to war.

But the U.S. client regime in Haiti will not offer any fulfilling or enriching employment, training, or university courses that could uplift our people, so the people's plight will continue to worsen as it has for years.

In short, the ballyhooed elections will be nothing more than a scam to parachute in new neocolonial overseers and "legalize" their rule while deepening the Haiti masses' impoverishment and servitude. Worse yet, the foreign and local bourgeoisies will accuse their victims of being responsible for their own pauperization and the ensuing social woes.

Underdevelopment's barbarity generates violence and terror. We have seen it shred Haiti's collaborative culture and social fabric by making people do desperate and even criminal acts to survive. If the transnational ruling class and its local subordinates had even a drop of concern for the Haitian people, they would have acted differently. They would have upheld, as the 1987 Haitian Constitution so piously, hypocritically, and ironically does, the most fundamental human rights to food, shelter, healthcare, education, and a decent life for every human being. They could and should have given our fellow citizens the hospitals, clinics, schools, sanitation, roads, electricity, jobs, and public services – particularly in the ghettos and working-class neighborhoods – to make life bearable, peace obtainable, and dreams possible.

Instead, the ruling classes – owners of banks, factories, land, big commerce, and ports – used the state power that they bought to tax, terrorize, massacre, and oppress the Haitian working class, while embezzling millions from public funds like the $13 billion given to the Interim Haiti Recovery Commission (CIRH) after the 2010 earthquake, the PetroCaribe fund, the National Education Fund (FNE), and the Social Security fund, leaving the Haitian masses to their own devices. They literally pushed Haiti's proletariat and peasants into insecurity and desperation.

Haiti's oligarchy, secure in their high-walled mountain fortresses with swimming pools, tennis courts, shooting ranges, and helicopter pads, will never make a *mea culpa*, much less a self-criticism, for treating the ghettos' residents worse than animals and pushing them into (then blaming them for resorting to self-destructive means of survival that include banditry and kidnapping.

That is why the only recourse of these anti-national bourgeois traitors is to strengthen the police and invite in (for the third time in three decades, again, unconstitutionally) foreign armies, which today are under Kenya's purported leadership. At the end of August, soldiers from Jamaica will join them, according to U.S. Ambassador to Haiti Dennis Bruce Hankins. Meanwhile, the oligarchs and their politicians, following Washington's cues, laugh and scoff at the proposal by the armed groups – which were spawned by the ruling classes' cynical policies – to even have a seat at the table where Haiti's future is being decided. The ruling class will only accept the armed groups' complete, unconditional surrender and annihilation.

This unachievable goal will only fuel a further bloody escalation of violence and insecurity which will be fantastically more costly that simply providing services and support to the poor.

Some have been distracted by the latest scandal in the halls of power: a vulgar, verbal altercation – which reportedly almost came to fisticuffs – between current Prime Minister Conille and former Prime Minister Claude Joseph at the private residence of CPT member Louis Gérald Gilles. This was simply a falling out among thieves. It was an argument between the corrupted, on behalf of their corrupters, over who would get what in the plundering of state coffers. None of those present at that meeting, or any of the CPT traitors, give a damn about Haiti or its people, only their own pockets.

It is up to the deprived population of impoverished working-class neighborhoods, hungry to define their priorities, to make their demands prevail, and to organize themselves to change their destiny. It's a question of survival or death!

To reclaim Haiti's future, there is an urgent need for workers and young people, supported by the revolutionary intelligentsia in Haiti and its diaspora, to unite in order to sweep away this system, these imperialist agents who create the policies of poverty and austerity, in Haiti... and also Kenya. The people must not give up. They must stay the course against imperialist domination, against the entire political class which has turned its back on the needs of millions of poorly housed, poorly fed, and poorly educated families, citizens unable to meet their daily needs.

If ever there was a chance for a second social revolution in Haiti, it is now. There is not one legitimate, elected Haitian official that the imperialists can pretend to defend. Both North American and European imperialisms are collapsing. Biden, Trudeau, and Macron all have approval ratings at around 30% or below. They are dramatically losing their wars in Ukraine, Gaza, Yemen, and the Sahel. Even their proxy, Kenya, is hobbled by debt and mass protests.

Let Haiti's popular masses join those in Burkina Faso, Niger, Mali, and increasingly Kenya, Tchad, Benin, and Sudan in holding high the torch of rebellion, saying no to imperialism, and reclaiming their self determination, just as our ancestors did.

IL EST TEMPS DE DÉPASSE
PASSER À



Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République et le général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine

Discours prononcé par Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, lors de la clôture de la 3e Période ordinaire des sessions de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire dans sa 10e législature, au Palais des conventions, le 19 juillet 2024, « Année 66 de la Révolution »

Cher général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine,

Cher compañero Esteban Lazo Hernandez, président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire et du Conseil d'État,

Mesdames et messieurs les députés,

Mesdames et messieurs les invités,

Compatriotes,

Au cours de ces journées, nous avons eu des discussions et nous avons pris des accords sur diverses questions, toutes très sensibles pour la nation cubaine. J'insiste sur le fait qu'il nous incombe désormais de changer ce qui doit être changé et d'avancer sur la voie que nous avons empruntée il y a 65 ans pour nous émanciper par nous-mêmes et par nos propres efforts, selon le concept de Révolution que nous a légué le commandant en chef Fidel Castro Ruz.

L'Assemblée nationale, somme et synthèse du pays que nous sommes, vote à l'unanimité pratiquement tous ses accords. Cela suscite de nombreuses critiques de la part de ceux qui ignorent que derrière cette unanimité s'accumulent de longues et intenses journées de travail, de débats et de recherche de consensus en fonction de l'intérêt collectif. Et je crois que cela vaut la peine de le signaler.



Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez et Fidel Castro

Ce n'est pas une personne qui dirige Cuba, ni même un petit groupe de personnes. C'est cela l'étrange dictature que les ennemis de la Révolution ne pourront jamais comprendre : la dictature des travailleurs, la dictature du peuple que, nous qui sommes réunis ici, représentons, à travers l'élection populaire. C'est pourquoi, ce que nous discutons ici est un guide et ce que nous adoptons est une loi.

Jamais nous n'accepterons comme valide la mascarade de démocratie qui s'exhibe dans les vitrines de l'empire, où les candidats sont évalués en fonction de la quantité d'argent qu'ils parviennent à collecter et où, au lieu de proposer de véritables changements aux grands problèmes de leur pays, chacun tente de vaincre son adversaire à coup de disqualifications et d'insultes.

Nous n'acceptons pas non plus comme modèle le tout-puissant Congrès des États-Unis, où des législateurs honnêtes, désireux de servir leur communauté, sont contraints de légiférer aux côtés de véritables escrocs, au service des lobbyistes de l'armement et autres sordides affaires, comme ceux qui, depuis des décennies, ont soutenu les politiques menées à l'encontre de Cuba comme s'il s'agissait d'une question de politique intérieure.

S'il est une chose qui nous honore en tant que nation, c'est l'intégration de cette Assemblée, le caractère authentiquement cubain de chaque législature, où l'on ne perçoit pas d'indemnités supplémentaires. La seule récompense en retour est la possibilité réelle et pratique d'être plus utiles à la société et la reconnaissance du peuple que nous servons.

L'intense activité législative de ces sessions confirme ce que je dis. Six lois ont été adoptées sur des questions importantes pour la société, lesquelles développent des préceptes constitutionnels, dont trois d'entre elles présentes pour la première fois dans notre système juridique. Il s'agit des lois sur la Citoyenneté, sur la Procédure administrative et sur la Transparence et l'Accès à l'information publique.

Les riches débats et les contributions des députés à l'analyse de chaque projet de loi les ont renforcés et ont amené à apporter d'importantes modifications à leur contenu.

Parmi les projets de loi les plus débattus cette fois-ci figurent ceux liés au statut des personnes se trouvant sur le territoire cubain, qu'ils s'agissent de citoyens cubains ou d'étrangers : la loi sur la Citoyenneté, la première à réglementer cette question avec la reconnaissance de la multi-citoyenneté et de la citoyenneté effective ; la loi sur la Migration, peut-être la plus débattue, et la loi sur les Étrangers, qui met à jour les normes en vigueur depuis 1976.

Ces lois témoignent de la volonté d'élargir et d'étendre les relations avec tous les Cubains, avec tous ceux qui sont engagés envers leur patrie, ainsi que de ratifier le fait que Cuba est un lieu sûr et respectueux pour tous les étrangers résidant sur le territoire national.

Chacune de ces normes répond à une demande ou à un intérêt de bien public, comme la loi de Procédure administrative, un changement transcendantal pour le fonctionnement de l'Administration publique, qui doit devenir un frein aux comportements bureaucratiques des fonctionnaires.

Ou encore la nouvelle loi sur la Transparence et l'Accès à l'information publique, conforme aux principes fondamentaux de l'État socialiste de droit.

Dans tous les cas, les intérêts de la Défense et de la Sécurité nationales, ainsi que l'intégrité des personnes, sont préservés.

La loi sur le Système des titres honorifiques et des Décorations réglemente et perfectionne cette matière conformément au texte constitutionnel.

L'intensité et le dynamisme de ce processus démontrent une fois de plus l'objectif de respecter le calendrier législatif adopté par l'Assemblée elle-même et de faire en sorte que chacun des contenus de la Constitution devienne une réalité.

Compañeras et compañeros,

Tous les jours, nous faisons face à d'énormes obstacles qui entravent les rêves et les projets de justice sociale, conscients qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'État socialiste, de « défier de puissantes forces dominantes à l'intérieur et à l'extérieur de la sphère sociale et nationale », conformément à une autre idée fondamentale du concept de Révolution.

Je sais, parce que nous sommes constamment à l'écoute de l'opinion populaire, que nombreux sont ceux qui, depuis des perspectives très différentes, qualifient le moment présent de plus difficile de l'histoire de la Révolution. Il en est aussi qui vont même jusqu'à suggérer que la période révolutionnaire soit terminée.

Le moment est très difficile, sans aucun doute. Le peuple le dit et nous, qui travaillons à atténuer l'impact de ces difficultés sur la vie quotidienne de chacun, nous le ratifions. Mais la Révolution vit et ses ennemis le savent. C'est pourquoi ils la harcèlent et l'attaquent.

La Révolution est durement mise au défi de se révolutionner elle-même et c'est ce qu'elle fait. Nous le faisons ensemble, en équipe, parce qu'aucune autre formule n'est possible (Applaudissements).

Le moment a toujours été difficile pour les révolutionnaires, mais difficile ne signifie pas insurmontable. C'est écrit dans l'histoire des 65 dernières années, depuis que, à peine arrivée au pouvoir, la Révolution a été menacée d'invasion en permanence ; l'Île a été minée par des bandits que l'on appellerait aujourd'hui, à juste titre, des terroristes ; son économie a été constamment sabotée et privée d'approvisionnement ; sa relation naturelle avec l'Amérique latine a été rompue sous la pression des Yankees qui nous ont déclarés comme leurs ennemis, sous une avalanche de mensonges exacerbés par la féroce propagande anticommuniste de la Guerre Froide.

Que furent Playa Giron, la Crise d'Octobre, les fléaux, les attentats, les bombes, les sabotages, au milieu de situations aussi dramatiques que le cyclone Flora et de toute la pauvreté héritée du système précédent ?

Le moment est difficile, très difficile, mais l'histoire qui le précède est riche d'enseignements, tellement inspirante, tellement héroïque, qu'à elle seule, elle répond à toutes les questions par la phrase toujours pleine de défis avec laquelle le général d'armée nous a appris à faire face aux difficultés : « Oui, c'est possible ! » (Applaudissements).

Fidel n'est plus là physiquement, c'est douloureusement vrai, mais ses idées et son héritage demeurent. Et Raul est présent et une partie de la Génération historique, le pied à l'étrier, qui éduquent et qui encouragent ceux d'entre nous qui accomplissent aujourd'hui la tâche honorable de donner continuité à la Révolution, pour nous rappeler qu'au milieu des plus grands défis, Cuba est parvenue à atteindre certains des meilleurs indicateurs de développement humain.

Vous êtes ici pour démontrer ce que l'histoire elle-même a déjà établi : que la nation compte sur une force fondamentale pour surmonter toutes les difficultés, une force que Raul a qualifiée de prunelle de nos yeux : l'unité ! (Applaudissements).

Dans un scénario rempli d'obstacles, comme celui que nous traversons, l'unité est l'arme principale pour résister et pour vaincre. Il ne s'agit pas de l'unité dans le slogan ou dans l'unanimité. Les accords acritiques sur les questions les plus urgentes ne sont d'aucune aide.

C'est l'unité fondée sur la participation optimiste. C'est l'engagement qui agit en fonction d'un objectif et d'un idéal : sauver la Patrie, maintenir et développer la Révolution et le socialisme, seule garantie de préserver et d'approfondir la justice sociale que ce peuple a conquise en plus de 150 ans de lutte et à laquelle il ne renoncera jamais.

Tous ceux qui sont déterminés à contribuer à cette mission sont indispensables à la Révolution.

Le débat est légitime et la confrontation d'idées que nous favoriserons toujours est saine et utile. Nul ne peut douter que c'est d'eux que viendront les meilleures décisions et les meilleures contributions, dictées par la volonté de dépasser les erreurs, de surmonter les difficultés et d'aller de l'avant.



La Révolution est durement mise au défi de se révolutionner elle-même, et c'est ce qu'elle fait. Photo: Jose M. Correa

Le dénigrement de chaque étape dans la recherche de solutions, la prédisposition instantanée et irréfléchie qui ne conduit qu'à la démobilisation et au découragement, c'est différent.

Compañeras et compañeros,

Cuba vit, travaille, résiste et crée sous les bombes silencieuses d'une guerre dont l'objectif principal est l'activité économique. L'objectif est de réduire le peuple par la faim et les nécessités, sous le poids de la politique criminelle qui a été tracée dans ses grandes lignes dans le fameux mémorandum de Mallory en 1960 et qui, au cours de ces six décennies, n'a fait que redoubler d'agressivité.

Il incombe à l'État et au gouvernement de faire face à cette très grave situation de la manière la plus créative qui soit. Et les dirigeants du pays n'ont de cesse de surmonter ce scénario de guerre économique qui a frappé si durement la qualité de vie du peuple.

Je sais que certains remettent en question l'utilisation du concept d'économie de guerre, sur la base de définitions universitaires et d'expériences historiques antérieures.

Je ne vais ni l'utiliser ni discuter la théorie. Je vais seulement poser la question, sur la base d'éléments pratiques, tirés de la dure réalité que nous vivons. Peut-on appeler « économie » sans y accoler d'adjectifs, une économie qui est forcée d'opérer avec un accès limité ou inexistant aux institutions financières internationales, dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté sur le plan économique ? Quelle définition utiliser lorsque pour importer des aliments depuis les États-Unis, le marché le plus proche, il est obligatoire de disposer de licences spécifiques, de payer comptant, sans possibilité de crédit et à l'avance, ce qui n'est exigé à aucun autre pays du monde ? Comment définir le mécanisme risqué et labyrinthique de l'importation de carburant sous la traque et les pressions exercées sur les compagnies maritimes, pétrolières et les gouvernements disposés à nous le vendre ?

Refuser à Cuba l'accès à des produits contenant un minimum de 10 % de composants d'origine étasunienne ; nous obliger à gérer des investissements et des plans dans le plus grand secret, avec le risque latent et réel qu'ils n'échouent au cas où ils seraient connus des États-Unis ; soumettre les principales entreprises du pays aux sanctions prévues contre les pays figurant sur leurs listes fallacieuses qui ferment les banques et les possibilités de financement où que ce soit, ne sont-ce pas là des formes indéniables de guerre économique ?

Chercher des antécédents historiques sera plus difficile que de répondre à ces questions, car il n'existe aucun autre gouvernement soumis à une guerre de même nature, aussi prolongée et sous-tendue par des lois d'un autre pays qui gravitent autour de toute l'économie, telles les lois Torricelli et Helms-Burton, rédigées dans le but déclaré de changer le régime politique de Cuba.

Gérer l'économie, dans des conditions dans lesquelles aucune autre nation au monde n'opère, comment cela s'appelle-t-il alors ?

Compañeras et compañeros,

La situation très complexe du pays se vérifie aujourd'hui dans pratiquement tous les secteurs de l'économie, mais il y en a certains où l'impact des pénuries s'avère plus douloureux et plus significatif, comme l'impossibilité pratique d'assurer l'approvisionnement en temps opportun des rares produits du panier alimentaire de base et des médicaments ; l'instabilité du système électro-énergétique national et le dérapage des prix, excessivement élevés, spéculatifs, abusifs, qui limitent le pouvoir d'achat d'une partie considérable de la population. Dans le même temps, et comme conséquence des pénuries et des limitations soutenues, les manifestations d'indiscipline, de violence sociale, de toxicomanie et de vandalisme, s'accroissent, et menacent la tranquillité citoyenne, entre autres problèmes.

Cette situation exige la mise en œuvre immédiate d'actions concrètes, bien assurées et correctement contrôlées, lesquelles devront être soutenues par une stratégie de communication politique et institutionnelle adaptée.

Le Premier ministre, le compañero Marrero, a présenté à cette Assemblée l'état de la mise en œuvre des Projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie au cours du premier semestre, en même temps qu'il a indiqué dans quelles directions nous allons concentrer nos efforts pour le reste de l'année, ce qui constitue un appel au travail que nous devons soutenir en contribuant par des résultats concrets.

Il est temps de dépasser les diagnostics et de passer à l'action. Nous devons veiller à ce que les mesures adoptées soient mises en œuvre, en définissant bien les objectifs, en préparant mieux les exécutants de chaque mesure, en promouvant l'accompagnement politique, communicationnel, matériel et financier, en organisant les actions avec un calendrier de mise en œuvre, afin qu'elles ne restent pas lettre morte. Et surtout, nous devons exercer un contrôle sur les corrections et les ajustements, accompagnés du retour d'information nécessaire.

Quant à nos responsabilités dans

ER LES DIAGNOSTICS ET DE L'ACTION !



Les événements culturels contribuent à soutenir et à nourrir l'âme de la nation. Photo : José Llamos Camejo

le cadre incertain et complexe de l'économie, il nous faut reconnaître que, dans l'empressement à respecter les Orientations de la politique économique et sociale du 8e Congrès du Parti, en débloquant les processus et en promouvant la création des MPME, nous n'avons pas été assez fermes pour exiger la création de bases réglementaires suffisamment solides et complètes pour guider le fonctionnement de ces formes de gestion, qui opéraient déjà dans l'économie, mais sans reconnaissance formelle.

Les contrôles ultérieurs ont montré que nombre de ces entreprises n'ont pas répondu à la confiance de l'État avec l'honnêteté et la transparence qu'une société faiblement organisée exige et requiert. Par conséquent, aucun contrevenant qui aurait fraudé le fisc et la légalité en général ne peut remettre en question les exigences découlant de l'analyse des erreurs et des distorsions du processus.

Comme nous l'avons dit en son temps, la loi et l'ordre devront prévaloir si nous voulons que toutes les formes de gestion de l'économie réussissent et se renforcent. Ce faisant, je tiens à réitérer qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières contre les MPME privées, comme certains l'affirment, le manipulent ou le suggèrent.

La lutte sera menée contre les dérapages, les illégalités, les évasions fiscales, la spéculation et la fraude, d'où qu'elles viennent (Applaudissements), qu'il s'agisse d'entreprises non étatiques ou étatiques. C'est une bataille contre l'illégalité et non contre les formes de propriété et de gestion.

La création des formes non étatiques de gestion de l'économie répond à une politique adoptée lors du 6e Congrès du Parti, après un vaste processus de consultation populaire lors de la discussion des Orientations, et ce qui nous incombe, c'est de la faire appliquer avec ordre et discipline, dans le cadre de la loi.

Les MPME ont été conçues comme des acteurs économiques qui compléteraient le secteur d'État, principalement en matière de production. Cependant, dans ce secteur, il s'est produit une grande distorsion : une grande partie d'entre elles se sont consacrées à la commercialisation de produits importés qui, même s'ils répondent à des besoins immédiats des citoyens, ne contribuent pas au développement durable du pays.

Et le fait que l'entreprise d'État socialiste, de concert avec le secteur non étatique, avance à un rythme accéléré, de manière intégrée et harmonieuse, dans le développement des principaux processus productifs du pays, reste un défi à relever.

Nous sommes convaincus, et c'est ce que nous encourageons, que l'une des voies les plus sûres et les plus rapides d'influer sur le bien-être du peuple, c'est d'optimiser les processus économiques, productifs et sociaux à partir de la base. Mais nous devons commencer par mettre de l'ordre, non seulement dans la gestion des formes non étatiques, et lorsque je parle d'ordre, je ne me réfère pas seulement au contrôle, mais aussi à l'organisation efficiente des processus, à la nécessité d'innover, de rompre avec les inerties, d'aller dans le sens du développement qui s'avère urgent.

Les MPME cubaines n'ont pas été conçues uniquement pour le secteur non étatique de l'économie, cependant, la dynamique de leur formation dans le secteur étatique a été pratiquement inexistante, malgré quelques expériences positives.

Je peux citer le cas des fabriques biologiques qui étaient engluées dans les inefficiences des entreprises dont elles faisaient partie et qui, une fois transformées, ont considérablement amélioré leur indicateurs productifs, économiques et financiers. Il en va de même pour les entreprises du secteur des communications. La MPME est conçue pour que les entreprises de haute technologie exploitent leur capacité d'adaptation.

J'attire l'attention sur une autre des tendances négatives auxquelles nous devons faire face dans la société, ce à quoi j'ai fait référence récemment lors du 8e Plenum du Comité central du Parti.

Le gouvernement des États-Unis et des secteurs extrémistes de la contre-révolution, dans leur offensive médiatique, encouragent les actes criminels et le vandalisme, dans le but de créer un scénario d'insécurité favorable à leurs objectifs déstabilisateurs.

L'action permanente du ministère de l'Intérieur et des organes judiciaires en liaison étroite avec le peuple a permis, ces dernières années, de découvrir, de prévenir et de combattre des typologies et des tendances criminelles multiples et complexes, ce qui a été possible grâce à une plus grande rigueur dans le traitement juridique, pénal et pénitentiaire, notamment dans des affaires concernant des personnes inculpées, accusées ou sanctionnées pour des délits à fort impact social.

En dépit de ces efforts, la situation en matière de délits, de corruption, d'illégalité et d'indisciplines sociales reste complexe, marquée par un scénario social et économique défavorable.

Le général d'armée Raul Castro Ruz a averti à l'occasion que la lutte contre la criminalité et la corruption ne saurait être retardée plus longtemps, et il nous a exhortés à être implacables face à ce phénomène. Cet appel reste d'actualité. Et pour le promouvoir, il faut mettre en valeur les meilleurs comportements citoyens, les plus honnêtes et les plus dignes.

Nous devons renforcer le travail d'éducation au sein de la famille, de l'école, des institutions et de la société. Nous devons perfectionner nos mécanismes de contrôle populaire, afin de gérer le respect des fonctions et des responsabilités des dirigeants et des fonctionnaires, face au peuple, avec transparence et intégrité.

Nous devons être plus rigoureux dans la découverte des actes délictueux et dans les poursuites judiciaires, en respectant toujours la procédure régulière et les garanties.

Ici, nous avons entendu un jeune agriculteur de Nueva Paz se plaindre que sa coopérative était obligée d'employer une grande partie de sa main-d'œuvre à des tâches de surveillance, matin, midi et soir, au lieu de la consacrer à la production.

Il nous a manqué de présenter une proposition pour faire face au problème d'une manière différente. Aujourd'hui, nous devons apporter des idées et des solutions qui impliquent l'ensemble de la société dans la lutte contre la criminalité. Si un pays a de l'expérience en la matière, c'est bien Cuba.

Tolérance zéro pour ceux qui profitent des difficultés économiques pour s'enrichir sans rien apporter ! Tolérance zéro pour les fainéants, les voyous et les paresseux ! Et si les lois doivent être plus sévères, c'est à cette Assemblée de légiférer pour qu'il en soit ainsi. Une petite nation qui a affronté avec un courage admirable le plus grand et le plus puissant empire de l'histoire, ne se laissera pas vaincre par la délinquance. (Applaudissements).

Compatriotes,

Les mois qui se sont écoulés montrent clairement une réalité mondiale convulsive et dangereuse en cette année 2024, alors que les menaces à la paix deviennent plus visibles, favorisées par l'ordre politique et économique international, avec ses contradictions intrinsèques et sa nature injuste, qui promeut et approfondit l'inégalité, la polarisation et une concentration flagrante de la richesse de plus en plus excluante.

La suprématie d'une seule puissance qui dicte sa volonté au reste de la planète est désormais un rêve du passé et tenter de le faire revivre mène à des voies risquées et sans issue. C'est ce qui se passe lorsque l'on cherche à placer le monde face à deux options : la souveraineté ou la soumission. Avec cette philosophie, on récompense et l'on encourage ceux qui se subordonnent au modèle établi par l'impérialisme, tandis que les nations qui défendent leurs droits au développement dans un monde en équilibre sont harcelées, sanctionnées et bloquées.

La diplomatie est constamment bernée et s'avère de moins en moins considérée comme capable de résoudre à temps les conflits les plus graves. Il est plus que paradoxal, scandaleux, de voir se succéder les uns après les autres d'importants événements internationaux et des réunions de haut niveau, de diverses natures et dans différentes parties du monde, alors qu'en même temps le crime odieux de génocide contre le peuple palestinien se déroule au vu et au su de tous.

C'est une atteinte à la dignité humaine qu'alors que des millions de personnes se mobilisent sous toutes les latitudes contre ce nouvel holocauste, la communauté internationale, qui représente ces millions de citoyens du monde dans les organismes mondiaux, soit incapable de mettre un terme au massacre, uniquement parce que les génocidaires bénéficient du soutien et de la complicité du gouvernement des États-Unis et d'autres gouvernements puissants alliés au sionisme.

Dans ce scénario complexe, que j'ai décrit très brièvement, la Révolution cubaine a continué à élargir ses liens bilatéraux avec des pays de différentes régions. Nous avons intensifié les contacts avec plusieurs gouvernements, aussi bien pour avoir des échanges et rapprocher des idées politiques en faveur de la paix que pour stimuler les relations commerciales, échapper aux effets du blocus économique des États-Unis et explorer des opportunités économiques mutuellement avantageuses et bénéfiques.

Nous continuons à nous identifier aux causes justes et nous avons proposé le pays comme espace de dialogue et de délibération au service de celles-ci.

Au mois d'avril, en collaboration avec l'Internationale progressiste, un congrès international s'est tenu à La Havane pour marquer le 50e anniversaire de l'adoption, en mai 1974, aux Nations unies, des résolutions qui ont donné naissance au Nouvel ordre économique international. Cette étape, promue à l'époque par le Mouvement des non-alignés et le Groupe des 77, a marqué l'une des tentatives les plus importantes des pays en développement de poursuivre la bataille pour la décolonisation.

Nous avons voulu que cet anniversaire ne passe pas inaperçu, notamment à la lumière des problèmes auxquels les pays en développement continuent de faire face aujourd'hui et pour rappeler que 50 ans plus tard, la majorité des habitants de la planète portent le lourd fardeau, créé par des règles économiques, commerciales et financières fixées par les mêmes puissances qui nous ont condamnés au sous-développement, par le biais du colonialisme, de l'esclavage et du pillage incessant de nos ressources.

Je m'arrête ici pour partager avec vous des idées que j'estime précieuses. Pour ce faire, je reprends des extraits d'une récente réflexion sur la colonisation culturelle et l'éducation du jeune vice-président de la Casa de las Américas, Jaime Gomez Triana : « La colonisation culturelle est un phénomène sur lequel il est essentiel de réfléchir en permanence et qui concerne l'humanité tout entière, mais qui affecte particulièrement les peuples du Sud global, soumis à une avalanche incessante de produits pseudo-culturels, à travers lesquels on cherche à imposer et à normaliser un modèle de société centré sur l'individualisme, la banalisation, le culte du trivial, le carpe diem, pour reprendre la célèbre phrase d'Horace, le «cueille le présent» et «ne te soucie pas du lendemain».

« ...la relation entre l'école et la décolonisation culturelle est vraiment cruciale et doit être analysée en profondeur, systématiquement, en vue de générer au sein de nos communautés les antidotes nécessaires pour contrer le poison individualiste, que nous voyons aujourd'hui associé à des expressions rétrogrades, intolérantes, totalitaires et, disons-le sans honte, néo-fascistes ».

Pourquoi ai-je choisi cette réflexion, apparemment si éloignée de la dure réalité économique à laquelle nous sommes confrontés en ce moment ? Parce que le jour où nous oublierons que la conscience de la citoyenneté est le support fondamental d'une société socialiste, qui recherche avant tout la richesse spirituelle des individus, nous trahirons Marti, Fidel, Raul, le Che et tous ceux qui ont donné jusqu'au dernier centime de leurs économies et sont allés

suite à la page(13)



Comme nous l'avons dit en son temps, la loi et l'ordre devront prévaloir si nous voulons que toutes les formes de gestion de l'économie réussissent et se renforcent. Photo: Julio Martínez Molina



Depuis l'espace qui nous incombe en tant que citoyens, nous devons agir avec dévouement, avec discipline et avec une rigueur qui rende durable tout ce qui manque sur la voie du bien-être, afin de garantir des projets de vie et la prospérité de notre merveilleuse jeunesse. Photo: José Manuel Correa

Biden ou pas, la politique américaine sur la Palestine reste la même



Joe Biden et Kamala Harris

Par Mitchell Plitnick

Les candidats réalistes pour remplacer Biden ne seront pas meilleurs sur la Palestine que Joe le génocidaire. Et quand il s'agit des démocrates et des républicains, vous choisissez votre poison, mais il n'y a pas de choix sain.

À quatre mois des élections aux États-Unis, d'autres sujets disparaissent du radar médiatique. On pourrait croire que le génocide à Gaza a pris fin, tant la couverture médiatique a chuté.

Mais Israël a intensifié ses attaques, ciblant ouvertement des écoles, larguant des bombes sur des enfants jouant au football, déplaçant des centaines de milliers de Palestiniens, pour la plupart sans abri, d'un endroit à l'autre et bombardant le tout.

Pendant ce temps, l'attention des Américains s'est déplacée vers l'intérieur, débattant de la question de savoir si l'incapacité mentale évidente d'un homme qui occupe le poste le plus puissant du monde est disqualifiante ou non, alors que son partenariat total dans un génocide d'une ampleur stupéfiante ne l'est pas.

Les Américains sont confrontés à une décision électorale grotesque alors que les enjeux de cette élection ne pourraient être plus élevés pour les États-Unis et, tout autant, pour le reste du monde. À l'approche des conventions nationales des Républicains et des Démocrates, chaque parti travaille actuellement à l'élaboration de son programme pour 2024.

Le programme d'un parti est une déclaration politique non contraignante destinée à donner aux électeurs une idée de ce que défend le parti dans son ensemble. Il est assez fréquent que les présidents et les membres du Congrès s'écartent considérablement du programme de leur parti une fois qu'ils sont élus, mais en tant que document politique, il a une certaine signification en ce qu'il définit les attentes en matière de plaidoyer et constitue un cadre de référence pour les lobbyistes.

Qu'est-ce que cela signifie pour la Palestine, pour Gaza, pour le génocide en cours et pour la suppression massive de la dissidence sur la question qui a balayé non seulement les campus américains, mais plus largement la culture américaine ?

Les Républicains

La Convention nationale des Républicains étant prévue pour le 15 juillet, leur programme est en grande partie achevé. L'uniformité au sein du parti étant plus grande que chez les démocrates, le processus est plus simple et le programme lui-même est beaucoup plus vague sur de nombreux points.

Le programme du parti républicain GOP (Great Old Party) s'engage à « soutenir Israël et à rechercher la paix au Moyen-Orient. Nous reconstruirons notre réseau d'alliances dans la région pour garantir un avenir de paix, de stabilité et de prospérité« .

Dans une section distincte sur l'antisémitisme, le programme déclare que les républicains « soutiennent la révocation des visas des ressortissants étrangers qui soutiennent le terrorisme et le djihadisme« . Dans l'ensemble, cela semble assez clair. Nous pouvons être assurés qu'Israël aura tout le soutien nécessaire pour massacrer les Palestiniens. Avec la méga-donatrice républicaine Miriam Adelson qui s'est engagée à verser 100 millions de dollars à la campagne de Donald Trump en échange d'une promesse d'autoriser Israël à annexer la Cisjordanie, il est clair qu'une présidence Trump est sur la bonne voie et, en dehors d'une ou deux exceptions comme le député Thomas Massie, qui vote souvent contre ce que veut Israël (et non par amour pour les Palestiniens), il n'y a pas un seul républicain qui y trouverait à redire.



Le candidat républicain Donald Trump et le Premier ministre israélien Netanyahou

Les républicains s'appuieront probablement sur les accords d'Abraham et tenteront de faire ce que Joe Biden n'a pas réussi à faire jusqu'à présent : conclure un accord entre l'Arabie saoudite et Israël. Mais alors que les efforts de Joe Biden se sont concentrés sur une normalisation complète des relations, il est possible que les républicains et Trump considèrent la « reconstruction de notre réseau d'alliances dans la région » en termes militaires si le génocide israélien en cours continue de rendre impossible une normalisation complète entre Israël et l'Arabie saoudite.

Les Républicains accorderaient une priorité beaucoup plus élevée à une telle alliance que les Démocrates en raison de la tendance isolationniste significative chez de nombreux partisans de Trump.

Alors que les démocrates s'attirent les foudres de leurs électeurs progressistes, musulmans, arabes et jeunes qui soutiennent les droits des Palestiniens, les républicains sont soucieux de ne pas être perçus par leurs électeurs isolationnistes comme rapprochant les États-Unis d'une nouvelle guerre au Proche-Orient.

Ainsi, une alliance militaire israélo-saoudienne, qui existe déjà discrètement à bien des égards, fait tout ce dont ils ont besoin. C'est plus qu'il n'en faut pour que Trump affirme qu'il a fait progresser la « paix » dans la région, et ce type de coopération diminue la nécessité d'envoyer des troupes américaines sur le terrain dans la région.

Ce qui est encore plus effrayant, c'est ce que les Républicains sont susceptibles de faire pour écraser la dissidence. Les déportations seront certainement un outil qu'ils utiliseront pour désamorcer les protestations contre le soutien permanent des États-Unis aux crimes israéliens. Et nous avons vu le genre de tactiques qu'ils ont utilisées au Congrès pour s'en prendre aux dirigeants d'université qu'ils jugent insuffisamment draconiens dans leur lutte contre le soutien aux droits des Palestiniens.

Nous pouvons déduire de ces brèves déclarations dans le programme qu'une administration républicaine sera agressive dans ses attaques contre les défenseurs des droits des Palestiniens.

On peut s'attendre à ce que les réformes proposées dans le cadre de la refonte du gouvernement fédéral dans l'infâme document Project 2025 modifient les règles pour les organisations à but non lucratif et les groupes de pression afin de fermer les quelques voies dont disposent les groupes pour essayer de changer la politique américaine à l'égard de la Palestine et d'Israël. Cela s'ajouterait au cœur du plan du Projet 2025, qui consiste à doter la bureaucratie fédérale de loyalistes, de sorte que les défenseurs de la Palestine n'auront personne à qui s'adresser au sein de l'exécutif qui soit un tant soit peu compréhensif.

Le projet 2025 parle également d'une alliance de sécurité régionale incluant Israël et les États du Golfe ; il propose de supprimer complètement le financement de l'Autorité palestinienne sans mentionner quoi que ce soit pour la remplacer, ce qui met les Palestiniens des territoires occupés complètement à la merci d'Israël ; et il propose de réduire également le financement de l'USAID, en ordonnant que tout financement soit destiné à « faire progresser les accords d'Abraham » et en privant les Palestiniens de la région d'une part encore plus importante des maigres ressources dont ils disposent pour survivre.

Sous le régime républicain, le tableau n'est pas beau à voir. La question est donc de savoir dans quelle mesure les démocrates seraient meilleurs.

Les démocrates

Comme nous l'avons mentionné, la plateforme démocrate est beaucoup moins développée que celle des républicains, même si la convention démocrate n'a lieu que dans six semaines. En outre, alors que le programme républicain est principalement dicté par Trump, il y a davantage de forces concurrentes chez les démocrates.

En ce qui concerne la Palestine, ces forces comprennent l'important mouvement « Uncommitted », qui a généré des dizaines de milliers de votes de protestation contre le soutien de Joe Biden au génocide israélien à Gaza.

Le courant dominant du parti démocrate souhaite maintenir la même position que celle adoptée par le parti en 2020. Dans cette plateforme, le parti déclarait son soutien absolu à Israël, son opposition au BDS et son affirmation de Jérusalem comme capitale « unie » d'Israël. Il se différencie des Républicains en prônant une solution à deux États et en s'opposant à l'annexion unilatérale par Israël de toute partie de la Cisjordanie, mais la plateforme constitue, dans l'ensemble, un grand pas vers une position encore plus pro-israélienne que celle que le parti a défendue pendant des années.

La Palestine et Israël ont été des sujets de discorde pour les démocrates lors des trois dernières conventions, y compris une manifestation consternante en 2012 lorsqu'un vote à voix haute sur un point controversé affirmant que Jérusalem est la capitale d'Israël a été proclamé comme ayant recueilli deux tiers des voix alors qu'il était évident que la foule était très divisée sur la question.

Cette année promet de ne pas être différente.

En défendant le statu quo, Halie Soifer, du très influent Jewish Democratic Council of America (JDCA), a fait valoir que *« 82% des électeurs juifs s'identifient comme pro-israéliens et ont un attachement émotionnel à Israël, et 74% approuvent la gestion de la guerre avec le Hamas par le président Biden, selon un sondage de novembre… Le langage de la plate-forme du Parti démocrate sur Israël ne devrait pas être dilué par rapport au point de départ solide d'il y a quatre ans«* .

Le fait que Soifer ait dû remonter jusqu'en novembre est révélateur. À ce moment-là, le 7 octobre était encore tout frais et quiconque tentait d'exposer les mensonges grossiers et les exagérations d'Israël et de Biden sur les actions entreprises ce jour-là était encore confinées au ridicule et à la marginalisation. En février, un sondage réalisé par l'Institute for Social Policy and Understanding a révélé que 50 % des juifs américains et 57 % des démocrates juifs souhaitaient un cessez-le-feu permanent.

Elianne Farhat, chef de file du mouvement « Uncommitted », a répondu à Soifer en appelant à un embargo sur les armes à destination d'Israël et en déclarant : *« Je vous demande de prendre en compte le sentiment écrasant de nos électeurs :80 % des démocrates soutiennent un cessez-le-feu permanent à Gaza, 52 % des Américains et 62 % des électeurs de M. Biden préconisent l'arrêt des ventes d'armes à Israël. »*

Le débat sur la plate-forme se poursuivra probablement au cours des cinq prochaines semaines. Il n'est pas envisageable d'y inclure un arrêt des ventes d'armes, et même une mise en garde sur l'utilisation qu'en fait Israël nécessiterait très certainement un effort énorme, si tant est qu'elle puisse être réalisée.

Toutefois, compte tenu des appels de plus en plus nombreux en Israël pour que son gouvernement accepte un cessez-le-feu permanent et un échange de prisonniers à grande échelle, il est possible que la plate-forme contienne des dispositions en ce sens. Encore une fois, ce ne serait pas contraignant, mais ce serait une rare réprimande à l'égard d'un Premier ministre israélien en exercice, alors que M. Netanyahou continue de bloquer les efforts en vue d'un cessez-le-feu.



Kamala Harris a été la coqueluche de l'AIPAC pendant son bref passage au Sénat. Il est peu probable qu'elle change si elle devient présidente. Kamala Harris, à gauche, accueillie par le Premier ministre israélien Netanyahou dans son bureau de Jérusalem, novembre 2017 (Amos Ben Gershom/GPO).

Les démocrates tentent manifestement de trouver un moyen d'apaiser les critiques à l'égard de leur politique à Gaza. La vice-présidente Kamala Harris s'est imposée comme la candidate la plus probable pour remplacer M. Biden s'il devait céder aux pressions croissantes qui s'exercent sur lui, et elle et d'autres démocrates l'ont présentée comme une voix modérée dans l'administration Biden.

Mais les défenseurs de cette cause ne devraient pas placer d'espoir en elle. Mme Harris a été la coqueluche de l'AIPAC pendant son bref passage au Sénat. Il est peu probable qu'elle change si elle devient présidente.

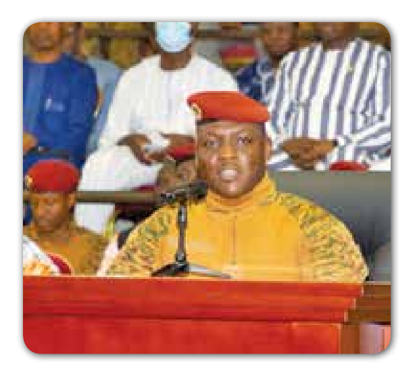
Dans la pratique, on peut s'attendre à ce que l'agenda public des Républicains soit une déclaration brutale de leur racisme, tandis que les Démocrates seront moins directs.

Sur le terrain, il y a de bonnes raisons de croire que les démocrates voudront poursuivre l'illusion des deux États, tandis que les républicains encourageront Israël à y mettre fin une fois pour toutes par l'annexion.

Comme c'est souvent le cas avec la politique américaine sur la Palestine, vous choisissez votre poison, mais il n'y a pas de choix sain.

Mondoweiss 12 Juillet 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 16 juillet 2024

L'Empire du Bien, l'Empire du Mal et l'Empire des Esclaves



Le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, le 11 juillet 2024, au palais des Sports d'Ouagadougou

Le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, s'est adressé à la Nation, ce 11 juillet 2024, à travers un échange direct avec les Forces vives de la nation, dans un palais des Sports de Ouaga 2000 plein comme un œuf. Le message du chef de l'Etat était attendu par les Burkinabè et le moins que l'on puisse dire, ils ont été servis dans un style auquel ils sont maintenant habitués.

Dans un discours de haut vol et sans langue de bois le capitaine Traoré a donné un aperçu de ce que sera le Burkina, les cinq prochaines années : un immense chantier qui s'annonce. Un tel challenge nécessitera la mobilisation de tous les dignes fils et filles de la Nation qui savent que la patrie aura besoin de chacun de ses membres, de chacune de ses entités, afin de poser les jalons d'un Burkina où il fera bon vivre.

Quelques Extraits du discours aux forces vives du pays où il a partagé les lignes directrices et domaines clés de son mandat sur les 5 prochaines années

Les impérialistes ont leur propre vision du monde, que je vais vous expliquer. Pour eux, le monde se résume à un triangle, que vous retrouverez dans la plupart de leurs symboles.

Vous ne le comprenez peut-être pas, mais pour eux, le monde est un triangle. Au sommet de ce triangle se trouve l'« Empire du Bien » et ils pensent qu'ils sont cet Empire.

Il représente la prospérité et tout ce qui est positif. Ils pensent qu'ils ont droit à tout le bonheur et à toute la richesse de ce monde. Ils pensent avoir le droit d'imposer leur vision du monde et leur mode de vie.

C'est pourquoi, lors de la conquête, ils sont venus sur nos terres en prétendant les avoir « découvertes », parce qu'ils nous considéraient comme de simples sauvages qui n'avaient rien en commun avec eux.

Ils nous ont appelés « indigènes », estimant qu'ils avaient tous les droits et que le monde devait fonctionner selon leurs souhaits.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder leurs films. Ils ont fait subir un lavage de cerveau à leur peuple en lui faisant croire qu'il est supérieur et qu'il a droit à tout.

Dans ces films, les méchants sont presque toujours des Russes, des Sud-Américains ou des Noirs présentés comme des trafiquants de drogue, des proxénètes ou des trafiquants d'êtres humains. Récemment, les Arabes ont été qualifiés de terroristes. Cela révèle exactement la façon dont ils perçoivent le monde.

Sur le plan économique, qui d'entre nous n'a pas qualifié les produits chinois de « marchandises bon marché » ? Mais aujourd'hui, je peux vous dire que nous avions tort. La Chine dispose d'une technologie avancée et la plupart des pays s'y approvisionnent en produits, les rebaptisent et nous les vendent comme s'ils étaient les leurs.

Regardez autour de vous : les acteurs du secteur de la construction vous confirmeront que leurs équipements sont désormais majoritairement chinois. Le secteur des transports dira la même chose.

Ils nous ont menti. Lors de nos voyages au cours des 20 derniers mois, nous avons vu des entreprises et des usines partout dans le monde et nous nous sommes rendu compte que tout mène à la Chine. Mais leur propagande nous a fait mépriser les produits chinois et croire que la qualité ne vient que des Occidentaux.

Pour mieux comprendre, remontons dans le temps. Lisez sur les tsars, les conquêtes mongoles, les empires perse, turc et ottoman. Vous comprendrez pourquoi le monde est ainsi fait.

À la base du triangle se trouvent deux empires : l'Empire du Mal et l'Empire des Esclaves. L'Empire du Mal comprend les groupes que j'ai mentionnés précédemment.

Selon les impérialistes, l'Empire du Mal doit disparaître parce qu'il incarne le diable. C'est ce qui a été communiqué aux peuples, notamment dans les années 1980, avec l'effondrement de la Russie sous le président Gorbatchev, orchestré par le président Ronald Reagan.

Trois stratégies principales ont retenu notre attention. Premièrement, ils ont demandé à l'Arabie Saoudite d'abaisser le prix du pétrole de 35 à 7 dollars afin d'effondrer l'économie russe. Deuxièmement, ils ont armé les talibans [qui ont été reçus par le président Ronald Reagan à la Maison-Blanche] avec des missiles sol-air Stinger fournis par la CIA pour combattre les Russes, puis ils ont fait semblant de combattre les talibans eux-mêmes. Imaginez un peu ! Troisièmement, ils ont triché avec le projet Star Wars [Initiative de défense stratégique], ce qui a conduit Gorbatchev à créer le projet Paulus, qui a affaibli la Russie.

Après l'effondrement de la Russie, ceux qui prétendaient être l'Empire du Bien ont commencé à se vanter jusqu'à ce que Vladimir Poutine et son équipe viennent relancer la Russie.

L'Empire du Mal, selon eux, a beaucoup souffert.

Regardez l'Iran aujourd'hui, confronté à toutes les sanctions possibles. Regardez comment ils étiquettent certains peuples. Par leur propagande, ils peuvent vous faire haïr ou aimer un peuple. Ils sont les maîtres de la communication et utilisent tous les canaux possibles pour manipuler.

Regardez les guerres qui sont menées. Ils les ont inventées pour leurs propres intérêts.

Enfin, l'empire esclavagiste, selon eux, c'est l'Afrique et quelques pays d'Amérique du Sud.

Dans leur esprit, l'Afrique leur appartient : nos terres et nos richesses sont les leurs.

Ils ne peuvent concevoir que les Africains s'émancipent, sortent la tête de l'eau et leur tiennent tête. C'est pourquoi ils stéréotypent les Africains comme des personnes faciles à manipuler et à émouvoir. Ils trouveront toujours un Africain pour combattre leur propre frère et il en a toujours été ainsi. Par leur communication, ils vous ont amené à haïr votre propre couleur de peau.

Pourquoi laisser à des multinationales étrangères venir puiser notre or pendant que nous savons l'exploiter nous-mêmes. Voilà pourquoi nous avons demandé au ministère de réorganiser les orpailleurs et le gouvernement va prendre en compte l'exploitation de l'or. Plusieurs permis seront retirés de certaines personnes, et nous allons l'exploiter nous-mêmes.

Nos partenaires sincères qui acceptent de nous accompagner dans cette lutte, c'est à eux seul que nous pourrons concéder certains permis. Parce qu'ils ont accepté de nous accompagner dans la lutte pour notre souveraineté et dans la lutte contre le terrorisme.

Dans nos cultures, et dans de nombreuses cultures du Burkina Faso, le deuil était symbolisé par la couleur bleue. Lorsqu'une femme perdait son mari, elle portait des vêtements bleus pour porter le deuil pendant un certain temps. On est venu nous dire que le noir symbolise le deuil, le diable, la médiocrité et tout ce qui est négatif. Malheureusement, nous l'avons tellement accepté que maintenant, lorsque nous portons le deuil, nous portons du noir. Nous devons nous réveiller.

C'est leur stéréotype : ils sont l'Empire du Bien, les autres sont l'Empire du Mal et nous sommes l'Empire des Esclaves. C'est la vision impérialiste du monde. Il faut comprendre cela.

Je voudrais présentement m'adresser à certains intellectuels qui continuent à prêcher en faveur des impérialistes. Ignorent-ils cette partie de l'histoire ? Je n'invente rien, c'est déclassifié, on peut trouver tout ce que j'ai dit dans les bibliothèques ou sur internet.

Vous pouvez trouver tout ce que j'ai dit dans les bibliothèques ou sur Internet. Ces intellectuels ne l'ont-ils pas lu ? Ne connaissent-ils pas l'histoire de ce monde ?

C'est peut-être la malhonnêteté ou quelques dollars qui les poussent à toujours prêcher en faveur des impérialistes.

Nos intellectuels doivent toujours s'efforcer de sensibiliser notre peuple, nos masses, afin qu'ils comprennent d'où ils viennent et comment ils sont perçus par les impérialistes.

Nous avons, dans une interview, parlé du régime ivoirien, et certains Burkinabè sont montés sur leurs grands chevaux pour critiquer. Je le dis, j'insiste et persiste. Nous n'avons rien contre le peuple ivoirien, mais nous avons quelque chose avec ceux qui dirigent la Côte d'Ivoire. Il y a bel et bien à Abidjan, un centre des opérations pour déstabiliser notre pays. Personne ne peut le nier et nous apporterons les preuves dans les jours à venir. Nous vous montrerons des preuves physiques et vous allez comprendre de quoi nous parlons.

Personne ne viendra nous dire, qu'au Bénin, il n'y a pas de base française fixée contre nous. Et je les mets au défi. Nous avons les preuves. Il y a deux bases françaises au Bénin. Nous n'avons rien contre le peuple béninois, nous avons un problème avec la politique des dirigeants béninois. Il y a bel et bien deux bases. Des pistes ont été réaménagées..., des avions atterrissent, des gens équipent et forment des terroristes là-bas. Nous avons des enregistrements audio d'agents français au Bénin là-bas, qui se jouent des centres des opérations des terroristes. Ils montent les opérations avec eux, ils les aident à se soigner, ils font tout ce qu'il y a là-bas. Nous avons tous les détails sur eux. Et vous ne voulez pas qu'on le dise à notre peuple ? On va le dire. S'ils ne le veulent pas, qu'ils arrêtent de se comporter ainsi. C'est simple.

Le Burkina a été à un moment une base arrière de terroristes pour déstabiliser des pays, aujourd'hui ça se retourne contre les populations burkinabè.

Je ne comprends pas qu'il y ait une justice pour le pauvre et une justice pour le riche. Ça ne peut pas continuer. Quand un pauvre a un problème en justice, on peut l'attraper, le mettre en prison sans jugement, pendant longtemps. Lorsqu'un autre citoyen a un problème en justice, pour peu qu'il puisse mobiliser un ou trois avocats, son dossier est rapidement pris en compte et jugé rapidement. Pendant que le pauvre, lui, il croupit en prison. On ne peut pas accepter ça. Ça ne peut pas continuer comme cela. Il faut que les gens changent la manière d'être. La prison n'est pas la solution pour certains types de fautes. Nous allons donc faire en sorte de diminuer de manière drastique, le nombre de prisons et augmenter le nombre de travailleurs dans nos plaines.

Je compte sur les magistrats honnêtes pour extirper de leurs rangs, les brebis galeuses, les corrompus, etc.

Suite de la page (11)

vaincre ou mourir contre les murs de la dictature militaire de Fulgencio Batista, il y a 71 ans, afin construire une destinée humainement supérieure pour Cuba (Applaudissements).

Cet engagement explique pour quelles raisons notre maigre budget destine des sommes si élevées à l'éducation, à la culture, aux écoles d'art et aux événements culturels qui contribuent à soutenir et à nourrir l'âme de la nation, grâce à des efforts qui, dans des pays pauvres ou en développement, dépendent presque entièrement de mécénats.

Dans le cadre de ces efforts, nous avons organisé une nouvelle édition du Colloque Patria à La Havane, un espace de dialogue et de réflexion pour les militants, les communicateurs, les intellectuels et, en général, les personnes préoccupées par l'avancée dangereuse de la colonisation culturelle, le pouvoir des monopoles de la communication et de l'information et la réémergence des courants fascistes et néofascistes qui se propagent en force et à la vue de tous.

Cela ne nous détourne en rien de notre activisme dans les organismes et les événements internationaux, plus particulièrement dans la région, mais avec une présence de plus en plus active dans des scénarios plus nouveaux pour Cuba, tels que les BRICS et l'Union économique eurasiatique.

Nous continuons à remplir nos engagements en matière de solidarité internationale et, notamment, nous avons maintenu la coopération médicale internationale dans plusieurs régions, ce qui nous a valu tant de reconnaissance.

Le plan féroce et mensonger déployé par les États-Unis en vue de discréditer les services médicaux cubains, allant jusqu'à utiliser la menace contre des gouvernements souverains qui en bénéficient, est de notoriété publique et contraire à la nature solidaire et coopérative de ces services. Le mensonge et les campagnes visant à promouvoir ce plan sont des méthodes consubstantielles à l'impérialisme. L'exemple le plus scandaleux est le maintien de Cuba sur une liste émise par Département d'État de pays qui prétendument soutiennent le terrorisme, où nous n'aurions jamais dû figurer. Victimes du terrorisme, nous le sommes vraiment, mais ceux qui parrainent leurs auteurs et les récompensent par l'impunité n'osent pas faire cette liste.

Le gouvernement des États-Unis sait, ses agences de renseignement peuvent le confirmer et le monde entier le reconnaît, que Cuba ne parrainent pas le terrorisme, que cette calomnie est une fabrication totalement malhonnête, conçue pour renforcer le blocus économique et frapper encore plus durement le niveau de vie du peuple cubain.

C'est pourquoi cela suscite un tel rejet. C'est pourquoi des dizaines de gouvernements, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, demandent aux États-Unis de mettre fin à la calomnie et à l'injustice. Des dizaines d'organisations à l'intérieur même des États-Unis, y compris les conseils d'autorités locales, des groupes religieux, universitaires et sociaux et des individus d'origine diverse de ce pays, l'exigent également.

Mesdames et Messieurs les députés,

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la polarisation politique et la division des sociétés se sont accrues, alors que la solidarité aurait dû se multiplier face à l'inégalité croissante.

L'extrême droite profite de la polarisation provoquée par l'application des modèles économiques néolibéraux et de leur échec social retentissant, et l'encourage. Par la manipulation et la tromperie, elle parvient à accéder à des postes de gouvernement et à mettre en œuvre des politiques visant à détruire les avancées sociales obtenues au cours de décennies de lutte populaire.

Cuba a dénoncé les tentatives permanentes de générer de la violence au Venezuela et les actes d'ingérence dans ses affaires intérieures, lesquelles n'ont toutefois pas réussi à renverser la Révolution bolivarienne. Comme preuve de cette force, nous souhaitons une victoire de Nicolas Maduro aux prochaines élections présidentielles (Applaudissements).

Nous avons maintenu notre ferme position en faveur de la paix en Colombie, en notre qualité de garant des processus de paix avec l'Armée de libération nationale et le groupe rebelle armé Segunda Marquetalia, ainsi que le contrôle du respect de l'accord avec les FARC-EP.

Depuis Cuba, nous continuons à promouvoir la solidarité et la coopération en Amérique latine et dans les

suite à la page(15)

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine accuse l'OTAN d'être un fauteur de troubles



Après l'Ukraine, l'OTAN dirigée par les États-Unis veut transformer l'Asie-Pacifique en une nouvelle poudrière. Illustration : Carlos Latuff

Par Yang Sheng

La Chine a vivement critiqué l'OTAN et certains pays comme des fauteurs de troubles lors du débat public du Conseil de sécurité de l'ONU mardi, heure locale, après que l'alliance militaire dirigée par les États-Unis a accusé la Chine d'être un «facilitateur décisif» du conflit russo-ukrainien plus tôt ce mois-ci.

Les analystes ont déclaré mercredi qu'il y a eu récemment des changements dans la crise ukrainienne, les espoirs de paix restent fragiles car Washington et l'OTAN continueront à faire des efforts pour étendre le conflit, et cette situation exige que la Chine et toutes les parties concernées fassent plus d'efforts pour préserver ces espoirs et promouvoir un règlement politique.

Lors du débat d'ouverture du Conseil de sécurité de l'ONU mardi, l'ambassadeur de Chine auprès de l'ONU, Fu Cong, a déclaré que «dans le contexte de la crise en Ukraine et du conflit israélo-palestinien en cours, les pays sont très préoccupés par la sécurité commune internationale, et de nombreux pays et peuples épris de paix travaillent sans relâche pour apporter la paix».

Cependant, l'OTAN, un bloc militaire régional hérité de la guerre froide, a cherché à étendre sa sphère d'influence, ne reculant devant rien pour créer de faux récits, jetant de l'huile sur le feu partout où ils vont, attisant la confrontation entre les camps et rejetant même la faute sur des pays extérieurs à la région pour les piéger sur la question de l'Ukraine, remarque Fu. *«C'est tout le contraire de ce que fait la communauté internationale pour promouvoir la paix et les négociations. L'histoire a amplement prouvé que partout où la main de l'OTAN s'étendra, il s'ensuivra des troubles et le chaos. La Chine conseille par la présente à l'OTAN et à certains pays de procéder à un examen de conscience et de cesser d'être les fauteurs de troubles qui mettent en péril la sécurité commune aux dépens des autres»*, a noté l'ambassadeur chinois.

Les vives critiques contre le bloc militaire dirigé par les États-Unis sont intervenues après que l'OTAN a qualifié la Chine de «facilitateur décisif» du conflit russo-ukrainien.

Les experts chinois ont déclaré que l'expansion de l'OTAN est l'une des principales raisons qui ont provoqué le conflit russo-ukrainien, et maintenant l'OTAN tente d'utiliser la guerre pour légitimer davantage son expansion, non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier, en particulier dans la région Asie-Pacifique. *«L'OTAN doit faire du battage médiatique sur la confrontation des blocs avec d'autres grandes puissances non occidentales pour maintenir son unité interne et se rendre plus puissante pour servir les intérêts du complexe militaro-industriel, et c'est pourquoi elle essaie d'être hostile à la Chine tout en affrontant la Russie en même temps»*, a déclaré un expert militaire basé à Pékin qui a requis l'anonymat.

Les États-Unis sont à l'origine de conflits entre différents pays d'une région et qualifient certains d'«ennemis ou de menaces pour la région», puis ils attirent ou séduisent d'autres pays à rejoindre leurs alliés et à payer pour une course aux armements coûteuse et dangereuse ou des tensions géopolitiques, et finissent par provoquer une guerre ou un conflit militaire, a déclaré l'expert. «C'est ainsi que fonctionne l'OTAN, comme un vampire a faim de sang», a-t-il noté.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui préside actuellement le Conseil de sécurité de l'ONU, a rappelé que lors du récent sommet à Washington, les dirigeants de l'OTAN «ont réitéré leurs revendications pour un rôle de premier plan non seulement dans la région euro-atlantique, mais aussi en Asie-Pacifique». *«L'infrastructure militaire de l'OTAN se déplace vers la région du Pacifique avec un objectif évident de saper l'architecture centrée sur l'ASEAN, qui a été construite pendant des décennies sur les principes d'égalité, de prise en compte des intérêts de chacun et de consensus»*, a souligné Lavrov.

Alors que l'OTAN et les États-Unis attisent les affrontements et les tensions dans le monde entier, la Chine fait de son mieux pour ramener la paix afin de mettre fin aux guerres, ont déclaré des analystes.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré mardi lors de son dernier appel téléphonique avec son homologue hongrois que la Chine était prête à s'associer à la Hongrie pour rassembler davantage de forces soutenant la paix, faire entendre des voix plus rationnelles et pousser la situation vers un règlement politique.

Actuellement, la question la plus urgente et l'objectif le plus réaliste de la crise ukrainienne est de calmer la tension le plus rapidement possible, a déclaré Wang, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, lors d'un appel téléphonique avec le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce, Peter Szijjarto, a rapporté mercredi l'agence de presse Xinhua.

Szijjarto a informé Wang de son point de vue sur la situation actuelle, en particulier sur la crise ukrainienne ainsi que sur les récents efforts de la Hongrie dans ce domaine, affirmant que la Chine était une force importante soutenant la promotion de la paix. La Hongrie est prête à travailler avec la Chine pour empêcher l'escalade du conflit et accumuler les conditions d'un règlement politique, a déclaré Szijjarto.

Wang a déclaré lors de l'appel téléphonique que «toutes les parties doivent parvenir à un consensus dès que possible sur les principes de non-expansion du champ de bataille, de non-escalade des combats et de non-attisation des flammes par aucune partie, afin de créer les conditions d'un cessez-le-feu et de la reprise des pourparlers de paix».

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a conclu sa «mission de paix» par des voyages à Kiev, Moscou, Pékin et Washington ce mois-ci. Et certains changements sur la crise ukrainienne sont apparus récemment, ont déclaré les experts.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré lundi qu'il visait à préparer un plan en novembre pour permettre à Kiev d'organiser un deuxième sommet international sur sa vision de la paix en Ukraine, et il a déclaré que «des représentants de la Russie devraient y assister», a rapporté Reuters.

L'agence de presse russe Tass a rapporté mardi que le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie ne comprenait pas encore ce que Zelensky avait à l'esprit lorsqu'il parlait du «deuxième sommet de paix».

Après sa rencontre privée avec l'ancien président américain Donald Trump, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a déclaré que Trump exigerait rapidement des pourparlers de paix entre la Russie et l'Ukraine s'il remportait l'élection présidentielle américaine de novembre et qu'il avait élaboré des «plans bien fondés» pour y parvenir, a rapporté mercredi le Financial Times.

Li Haidong, professeur à l'Université des affaires étrangères de Chine, a déclaré mercredi au Global Times que ces changements apportaient des espoirs de paix, mais que l'espoir restait fragile et instable, car avant l'élection présidentielle américaine de cette année, l'OTAN pourrait essayer d'ajouter de l'huile sur le feu.

Li a déclaré que les résultats de l'élection présidentielle américaine pourraient changer rapidement s'il y avait d'autres incidents, alors il y aurait également des changements dans la politique ukrainienne.

L'aide militaire à l'Ukraine est une énorme affaire et difficile à arrêter, donc même si Trump remporte les élections et prévoit de mettre fin au conflit pour mettre fin à la perte des États-Unis, les groupes d'intérêt qui tirent profit de la crise ukrainienne rendront la tâche extrêmement difficile au nouveau président américain, a noté Li.

Global Times via Histoire et Société
19 Juillet 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur MOISE JUNIOR PIERRE PHILIPPE, d'avec son épouse LORVELINE CHARLES pour injures graves et publiques. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peines de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet enfin l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce présent jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi seize novembre deux mille vingt trois, en présence de Me FRANTZ MONCLAIR, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART Tassy

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Elio CHARLES d'avec son épouse née Sherley JEAN PIERRE, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Thomazeau de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Jacob MEDE, pour la signification de ce Jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Silien PLUVIOSE, Juge en audience civile ordinaire du neuf Janvier deux mille vingt-quatre, en présence de Me. Luckner SANON, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me, Daniel ADRIEN,

Greffier du siège

Il est ordonné ....ETC

En foi de quoi....ETC.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé à l'audience du 28 Mars 2022 contre la partie défenderesse, le sieur Davidson DESRAVINE et pour le profit, adjuge les conclusions de la partie demanderesse qu'en conséquence, admet le divorce de la dame Marie Astride JOSEPH d'avec son époux, Davidson DESRAVINE; Prononce la dissolution des liens du mariage l'unissant à son époux pour incompatibilités de caractères. Renvoie les parties devant l'officier de l'état Civil de Thomazeau pour transcrire le dispositif du présent Jugement dans les registres destinés à cet effet et de délivrer aux parties leur acte de divorce; Commet l'huissier Arome Gauthier pour la signification du présent Jugement

Il est ordonné...etc....

En foi de quoi....etc…

AVIS

Le Cabinet d'Avocats RES, NON VERBA informe le public en général et les intéressés en particulier que le Jeudi 13 juin 2024, le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu, en audience ordinaire et publique et en ses attributions civiles de divorce, un jugement en faveur du sieur Mackenson JEAN contre son épouse la femme née Manica DORSAINT pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section-Sud de Port-au-Prince de transcrire dans les registres, à ce, destinés le dispositif du présent jugement. Commet l'huissier Canal GABRIEL pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge, Me DOMINIQUE NOËL, Ministère Public et MOZART TASSY, Greffier.

Pour le Cabinet :

Me Joseph Elysée JEAN LOUIS, Av

AVIS JUDICIAIRE

On fait savoir à tous ceux que cela intéresse que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince après examens, sur les conclusions du ministère public, a admis le divorce du sieur Ramoncite Samedi d'avec son épouse Marie Nadège Seide Samedi, née Marie Nadège Seide en date du (13 juin 2024) treize juin deux mille vingt quatre.

L'officier de l'État Civil de la section Est de Port-au-Prince a été désigné pour la transcription du dispositif dudit jugement signé par le juge Nelson Cilius, en présence de Me. Dominique Noel faisant office de ministère public avec l'assistance de Me. Mozart Tassy greffier du siège.

Cette publication est faite, conformément à la loi et au dispositif dudit jugement aux fins utiles de droit.

Par :

Me. (Ilvet Augustin

DIVORCE DE JEAN EDERSON DANIEL CONTRE SON EPOUSE

Il est porté à la connaissance des intéressés que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, a admis le divorce du sieur Jean Ederson DANIEL avec la dame Linda DORVELUS et prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux par un jugement rendu par défaut en date du jeudi vingt-sept juillet deux mille vingt-trois. L'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince a été désigné pour la transcription du dispositif.

Ainsi signé Me. Nelson CILIUS, Juge, Me. Albert DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement, et Mozart TASSY, Greffier du siège.

Fait à Port-au-Prince, le 28 Juin 2024.

Pour ordre de publication :

Me. Joseph Vilfranche HEROLD, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal , après en avoir délibéré au vœu de la loi, se déclare compétent pour connaître de cette action; Dit que cette action est recevable en la forme; Maintient le défaut déjà octroyé à la barre contre partie et avocat, pour le profit adjuge les conclusions de la demanderesse ; Déclare nul et non avenue le soit -disant arpenteur; Ordonne la réintégration immédiate de la demanderesse dans sa propriété tout en garantissant sa maintenance; Contraint les agresseurs de vider les lieux; Dit que la demanderesse a été troublée dans sa possession; Condamne les cités à huit mille cinq cents (8 500) Gourdes chacun aux frais et dépens de la cause; Commet l'huissier Renaud DECEMBRE pour la signification de ce Jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Wilken MERELUS, Juge en audience publique et civile du Jeudi quatorze Mars deux mille vingt quatre (2024) , assisté de Me. Louisner CHEREOND , Greffier du siège

Il est ordonné.....etc......

En foi de quoi....etc....

Louisner CHEREON, Greffier

PAR CES MOTIFS

Après l'examen le Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Ruben MICHAUD contre son épouse Rebecca DUMERSAINT pour incompatibilité de Caractères : Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Desarmes de transcrire sur les registres á ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Murat Pierre pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Gabnel FRANÇOIS, Av. Juge en audience civile ordinaire et publique en date sept Octobre deux mille vingt deux, en présence de Me Grand Pierre ESTIME, Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Pascal TOUSSAINT

Les juntes africaines du Sahel tournent en dérision la politique américaine



Les chefs d'État du Mali, Assimi Goita, du Niger, le général Abdourahamane Tiani, et du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traore, assistent à l'ouverture du premier sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance des États du Sahel (AES) à Niamey, au Niger, le 6 juillet 2024. REUTERS/ Mahamadou Hamidou

Par Dan M. Ford

Les leçons de Washington sur la démocratie et la Russie sont tombées dans l'oreille d'un sourd au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

Le 6 juillet, les trois pays du Sahel occidental dirigés par des juntes militaires – le Mali, le Niger et le Burkina Faso – ont signé un traité visant à établir une alliance de sécurité entre eux. Cette annonce a été faite lors du premier sommet de l'Alliance des États du Sahel (AES), un organisme trilatéral formé par les trois gouvernements en septembre 2023, englobant une population totale de 72 millions de personnes.

Cette décision est conforme à l'annonce faite par les trois gouvernements en mars de la création conjointe d'un groupe de travail dans le but de mieux intégrer les opérations de sécurité en réponse à d'éventuelles menaces.

Les dirigeants militaires ont créé l'AES pour formaliser leur alliance au sein d'un nouvel organe intergouvernemental qu'ils entendent utiliser comme alternative à l'Organisation économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le groupe régional beaucoup plus important qui se concentre sur la promotion de l'intégration économique et la facilitation de la diplomatie entre ses États membres.

Le traité du 6 juillet forme une confédération profondément interconnectée entre les trois pays, qui cherche à faciliter le dialogue sur les questions liées à la sécurité et à approfondir leurs liens économiques.

Le chef de la junte militaire du Niger, Abdourahamane Tiani, a déclaré dans une interview accordée lors du sommet trilatéral que « *notre peuple a irrévocablement tourné le dos à la CEDEAO. Il nous appartient aujourd'hui de faire de la Confédération de l'AES une alternative à tout groupe régional artificiel en construisant … une communauté libérée du contrôle des puissances étrangères* » .

Les trois gouvernements ont l'habitude de reprocher aux pays étrangers, en particulier à la France, et aux organismes extérieurs d'interférer dans leurs affaires intérieures et d'imposer des conditions strictes à leur gouvernance en échange de bonnes relations et d'une aide. Une partie de cette colère a été dirigée contre la CEDEAO, qui a sanctionné les pays membres qui ne parvenaient pas à maintenir une gouvernance démocratique. À la suite du coup d'État de l'année dernière au Niger, la CEDEAO a menacé d'intervenir par la force militaire si la démocratie n'était pas rétablie. La junte nigérienne a fait fi du bluff de la CEDEAO, et l'organisation régionale a finalement fait marche arrière. Les trois gouvernements dirigés par des militaires ont annoncé conjointement leur retrait de la CEDEAO en janvier 2024, remettant en question l'avenir de la CEDEAO et sa capacité à résoudre les différends régionaux.

Dans une tentative infructueuse de dissuader les gouvernements de partir, la CEDEAO a annoncé en février qu'elle lèverait les sanctions imposées au Niger après le coup d'État.

Mais au-delà du mécontentement à l'égard de la CEDEAO, les trois juntes ont également exprimé leur frustration à l'égard des puissances étrangères. Le lundi 8 juillet, les États-Unis ont annoncé qu'ils avaient achevé le retrait de 1 000 soldats américains qui étaient stationnés sur une base militaire près de la capitale du Niger, Niamey, et qu'ils continueraient à retirer leur personnel d'une deuxième installation militaire dans le pays. Cette décision fait suite à la décision de la junte nigérienne au pouvoir d'ordonner aux États-Unis de mettre fin à leur présence militaire dans le pays. Selon la junte, les États-Unis n'ont pas réussi à réduire l'insécurité et n'ont pas été en mesure d'améliorer la santé économique des Nigériens. Malgré les millions dépensés pour le pays – les États-Unis ont consacré 223 millions de dollars à l'aide au Niger pour la seule année 2023 – les groupes d'insurgés restent présents au Niger, tandis que la santé économique du pays reste désastreuse.

Toutefois, depuis sa prise de pouvoir, la junte a rompu l'alliance autrefois solide avec les États-Unis, exprimant son mécontentement quant à la manière dont les responsables américains lui auraient fait la leçon sur l'importance de la démocratie – ce qui n'intéresse manifestement pas une junte qui a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'État. Les États-Unis ont également fait valoir que les risques géopolitiques liés à la formation de nouveaux partenariats de sécurité avec la Russie constituent un danger pour les droits de l'homme, une autre question qui ne trouve probablement pas d'écho auprès d'un gouvernement militaire dont la principale priorité est de conserver le pouvoir, plutôt que d'aider les États-Unis à rivaliser avec la Russie ou à promouvoir l'ordre fondé sur des règles inventé par les États-Unis.

En fin de compte, la création de cette nouvelle alliance et la récente annonce de la création d'une confédération sont un signe supplémentaire de la distance qui sépare ces trois pays de l'Occident.

L'époque où les États-Unis et la France entretenaient des liens étroits avec ces pays au motif qu'ils œuvraient à la promotion d'intérêts sécuritaires mutuels dans le cadre d'une lutte régionale contre le terrorisme est révolue. Aujourd'hui, ils s'opposent ouvertement aux puissances occidentales tout en collaborant volontiers avec les forces russes dont le soutien en matière de sécurité les aide à satisfaire leurs propres intérêts.

***Dan M. Ford** est chercheur associé au programme Global South de l'Institut Quincy.Auparavant, il a été associé à la recherche et à la communication au Global Interagency Security Forum à Washington, D.C.

Responsible statecraft 11 juillet 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 16 juillet 2024

Suite de la page (13)

Caraïbes. Nous défendons le strict respect du principe de non-intervention, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures de tout autre État, mais nous soutenons inconditionnellement les gouvernements progressistes qui peuvent renverser des siècles d'injustice dans la région.

Compatriotes,

Nous parcourons, de bout en bout, tout Cuba. Nous allons de municipalité en municipalité et je peux vous assurer que nous avons été témoins d'expériences encourageantes – certaines admirables – qui parlent de tout ce que l'on peut faire, y compris dans les circonstances les plus défavorables.

Les visites nous montrent clairement que Cuba peut compter sur des femmes et des hommes capables de surmonter le poids inhumain du blocus étasunien : nous avons vu des terres cultivées qui étaient autrefois infestées de broussailles, des petites fabriques nées d'espaces auparavant inutiles ; nous avons eu des échanges avec des collectifs de travailleurs qui se distinguent par un profond sentiment d'appartenance, de satisfaction pour ce qui naît d'un effort soutenu, et qui sont marqués par une direction qui sait proposer avec audace dans ces cas, qui se concentre sur les solutions et qui a banni le mot « défaite » de la philosophie quotidienne.

Aujourd'hui, l'une des questions les plus importantes qui doit nous préoccuper est de savoir comment nous pouvons transformer ces histoires de victoire, ces expériences exceptionnelles en une tendance, en une atmosphère de réussite qui se généralise. Comment multiplions-nous les collectifs des pôles de production de Jaramillo, La Caraña, Dolores, Cauto-La Yaya, La Minerva y El Alambre ; l'Entreprise agro-industrielle Azucarera 14 de Julio, qui a terminé les dernières récoltes ; la laiterie UEB Santos Caraballé de l'Entreprise agricole Venegas ; les UBPC Gispert e Iraelda Marzo Garcia et son président Beto ; les CCS Waldo Diaz Fuentes, Arides Estévez, Enrique Moreno et Emilio Herriman Pérez ; les producteurs agricoles Rolando Benitez de Tahon, député de cette Assemblée ; le jeune Yariel Negrin du projet des jeunes producteurs de Placetas ; Javier Gonzalez, à Güira de Melena ; la famille Carlos, à l'UBPC de canne à sucre Tuinucu ; les frères Velazquez à la CCS Cuba Va ; les jumeaux de l'exploitation Santa Rosa ; les producteurs usufruitiers Alex Raul Castañeda et Yoandri Rodriguez de l'Entreprise agricole Cabaiguan ; Euclides Veyrut à l'Île de la jeunesse ; l'exploitation de Raul Concepcion à la CCS Alberto Pis ; l'exploitation organoponique Las Celias à l'UEB Tabaco, qui est un exemple de coopération entre une entreprise d'État socialiste et les forces armées révolutionnaires ; les performances d'entreprises d'État telles que l'Union des Industries militaires ; l'Entreprise Rosello ; les MPME d'État Motores TahuCuba et COPEXTEL Soluciones ; la ferme agro-écologique Los Tamarindos ; les travailleurs héroïques des centrales thermoélectriques, pour ne citer que quelques exemples de cette impressionnante avancée vers la prospérité avec ses propres forces, qui est encore une exception, mais qui sera un jour la règle dans ce pays de personnes talentueuses et entreprenantes qui ont le droit et

suite à la page(16)

Suite de la page (15)

la possibilité de réaliser leurs rêves à Cuba ? (Applaudissements).

Bien entendu, pour que cette réponse arrive, nous sommes nombreux, nous les Cubains qui, depuis l'espace qui nous incombe en tant que citoyens, devons agir avec dévouement, avec discipline et avec une rigueur qui rendra durable tout ce qui nous manque sur la voie du bien-être, afin de garantir des projets de vie et de prospérité de notre merveilleuse jeunesse.

Il y a une accumulation de potentialités, une richesse inestimable dans nos propres forces, dans la capacité d'innovation du Cubain, cette qualité innée qui a émergé depuis les temps difficiles des Mambises et qui, depuis lors, a apporté toutes sortes de victoires. Nous disposons d'une intelligence naturelle qui, cultivée et affinée au fil des décennies par une Révolution qui défend le savoir et la pensée, peut continuer à nous conduire vers les nombreuses solutions dont Cuba a besoin.

La philosophie fidéliste qui consiste à avoir confiance dans le peuple, c'est-à-dire se fier au génie multiplié conçu entre tous, n'a pas perdu de sa validité : comme nous l'avons dit à d'autres occasions, aucun d'entre nous, seul, ne sait ou n'apprend plus que tous ensemble.

Surmonter les plus grands obstacles avec intelligence, voire avec sagesse, n'est pas une expérience inconnue pour nous : l'histoire est faite d'épisodes déjà vécus, mais s'il fallait en citer un récent, rappelons alors comment les scientifiques cubains ont sauvé tout un peuple des ravages de la COVID-19 (Applaudissements).

C'est un exploit si retentissant, pour sa rapidité et son efficacité, que même s'il est raconté maintes fois, il ne sera jamais de trop dans notre récit des héroïsmes, des forces intrinsèques et des espoirs. La fierté qu'il transmet est telle qu'aujourd'hui, nous avons le souci de porter cet exemple de ce qui est possible de faire dans tous les domaines de la vie du pays.

Si après s'être vu refuser l'oxygène médical – et que nul n'oublie ce trait de cruauté impériale, subi au milieu du moment le plus sombre de la COVID-19 –, si broyés par un blocus de plus de 60 ans, qui boycotte la vie de toute part et cherche à fermer toute porte d'entrée à la prospérité, si, malgré cet acharnement qui, comme l'a justement défini un ami de Cuba, est un génocide silencieux, si, malgré tout cela, nous sommes vivants et actifs, que ne pourrions-nous pas accomplir sans le poids de l'un des châtiments les plus cruels et les plus longs de l'histoire ?

Apprendre tous les jours, nous renouveler en nous appuyant sur le savoir, avoir une pensée non seulement riche en idées, mais aussi capable de nous adapter au moment historique et aux besoins : voilà une prémisse sans laquelle il sera très difficile d'aller de l'avant.

Il est du devoir de chacun de connaître très précisément les forces, les ressources matérielles et humaines dont nous disposons et, sur la base d'une notion réaliste et actualisée, de maintenir sa pensée en éveil afin de surmonter les adversités.

Au milieu de ce combat, immergé dans une planète qui montre des signes de déshumanisation, il nous appartient de veiller âprement à ce que la sensibilité, dans notre pays, ne nous abandonne pas.

Le jour où nous détournerons le regard pour ne pas voir les urgences et la douleur d'autrui, le jour où nous oublierons que c'est toujours l'autre qui nous sauve, ce jour-là, l'humanisme sera en danger. L'humanisme d'une Révolution, née pour donner sa dignité à l'être humain, une Révolution qui a été faite en mettant le « nous » au-dessus de l'égoïsme naturel du « je ».

Comme l'a dit un jour le commandant en chef Fidel Castro Ruz : dans les moments difficiles, il y a ceux qui se fourvoient, ceux qui se découragent, ceux qui se prennent peur, ceux qui flanchent, ceux qui trahissent, ceux qui désertent. Fidel a affirmé que cela se produit à toutes les époques et dans toutes les révolutions, mais il a également dit que c'est dans les moments difficiles que les hommes et les femmes se mettent vraiment à l'épreuve (Applaudissements). Avec la force imbattable de sa parole, il nous a dit que les moments difficiles sont la meilleure mesure de chacun d'entre nous.

À partir de cette vérité fidéliste, nous pouvons être fiers – depuis longtemps déjà – de la grandeur et de la noblesse de nos femmes et de nos hommes, de nos enfants, de nos adolescents, de nos jeunes, de nos personnes âgées et de nos anciens, de chaque protagoniste de ce que nous appelons résistance et à propos de quoi il n'existe pas encore de textes ou de monuments capables de la représenter fidèlement.

Ces années, et chaque heure chargée de combat, ont accru chez le peuple cubain des capacités, souvent démontrées, – et parfois encore insoupçonnées – à faire face aux multiples attaques, pénuries, provocations et défis.

Notre esprit est à ce point entraîné que cette résistance ignore ce que c'est que d'être immobile, de supporter sans avancer : l'être cubain, c'est la résistance intelligente, c'est créer à contre-courant. Il s'agit de ne pas s'accommoder, de continuer à tracer des horizons, de continuer à agir, sans écouter les voix du désespoir. L'être cubain, c'est de nous refaire chaque jour dans l'art du possible, et de prouver que, comme Fidel nous l'a enseigné, cela vaut la peine de vivre et de se battre (Applaudissements).

La meilleure leçon à tirer de ces heures est la grandeur d'un peuple qui sait, au plus profond de son amour-propre, quelle est la valeur de vivre pour connaître, à partir de la rébellion, le sens de la dignité et du dévouement, et ce que vaincre signifie.

À quelques heures du 71e anniversaire de l'attaque de la deuxième forteresse de Cuba, ce petit moteur de la rébellion qui a allumé le grand moteur de la Révolution de Fidel, de Raul, de Ramiro et de la Génération exemplaire du centenaire de l'Apôtre, nous félicitons le noble et travailleur peuple de Sancti Spiritus et de tout Cuba (Applaudissements), pour son héroïsme et sa résistance face à l'empire, mais aussi pour sa rébellion et son mécontentement face aux erreurs, aux distorsions et aux tendances négatives qui ne cessent de réapparaître sur le chemin toujours ardu et nouveau du socialisme.

Cette génération, engagée envers la continuité de la Révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles, se battra pour que nous puissions tous atteindre, aussi-tôt que possible, une prospérité digne et inclusive, où aucun citoyen ne sera laissé à l'abandon. C'est pour cela que nous travaillons !

Patria o Muerte !
Socialismo o muerte !
Venceremos !

Suite de la page (8)

Communauté internationale pour accélérer le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) autorisée par la Résolution 2699 (2023) du Conseil de sécurité. Il réitère son appel à tous les États membres pour qu'ils contribuent à la MMAS ». Même la CARICOM, pourtant une des parties prenantes du Conseil Présidentiel de Transition, s'en félicitait du décret qu'elle avait elle-même favorisé, voire ordonné sa publication au journal officiel de la République *Le Moniteur*. Dès le vendredi 12 avril 2024, les instances de l'institution régionale réagissaient par un communiqué dans lequel elles disaient être prêtes à soutenir le peuple haïtien et ses dirigeants dans leur démarche de rétablir la sécurité et la stabilité dans le pays. « *Les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) se félicitent de la nouvelle aujourd'hui de la publication du décret instituant le Conseil Présidentiel de la Transition en Haïti. La création du Conseil de neuf membres, à large base et politiquement inclusif, indique la possibilité d'un nouveau départ pour Haïti.*

Il y a encore des défis intimidants à relever. La CARICOM est prête à continuer à soutenir le peuple haïtien et ses dirigeants alors qu'ils déterminent leur avenir de manière souveraine tout au long de cette période de transition sur la voie de la stabilité, de la sécurité et du développement durable à long terme pour Haïti » pouvait-on lire dans le communiqué datant du 12 avril 2024. D'un autre côté, en Haïti, si en dépit de ce décret instaurant le CPT, les acteurs politiques s'empêtrent dans leur contradiction tout en laissant le champ libre à l'International (Washington) de tout décider à leur place, le Secteur des affaires, lui, n'avait d'yeux que pour les forces militaires internationales et suppliait le Président Kenyan de se dépêcher d'envoyer les policiers kenyan dans « un délai relativement court » compte tenu qu'il n'y a plus d'obstacle politique en Haïti pour retarder ce déploiement avec l'arrivée du nouveau Exécutif à la tête du pays.

Dans un courrier écrit dans la langue de Shakespeare adressé au chef de l'Etat du Kenya, les membres du Secteur des affaires qui l'avaient signé expliquaient à William Ruto qu'ils attendent avec impatience cette force internationale dont son pays a pris le leadership. Cette lettre signée par les principales associations du monde des affaires, notamment l'ATH, CCHC, l'AMCHAM, l'ADIH, CCIOE, RPH, CHHCI, l'Institut Macaya, et le Regroupement Patronal Haïtien (RPH) disait, entre autres, « Compte tenu de la formation imminente du gouvernement haïtien de transition, largement ouvert et inclusif, attendue dans les jours à venir, les membres de la Communauté d'affaires soussignés se réjouissent d'accueillir les forces kenyanes dans un délai relativement court.

Les soussignés, membres de la Communauté des affaires haïtienne, restent extrêmement préoccupés par le regrettable retard pris dans le déploiement du MSSM, plus de six mois après l'adoption de la Résolution 2699, à moins de trois mois de la fin de son mandat initial de neuf mois, le 2 juillet prochain. Les signataires sont reconnaissants à la Communauté internationale de son intention déclarée de répondre positivement à la demande d'assistance robuste formulée par le gouvernement haïtien au début du mois d'octobre 2022, afin que ses forces armées et sa police nationale puissent rétablir la sécurité.

Les forces de sécurité haïtiennes ne disposent pas des ressources humaines et matérielles adéquates pour entreprendre la tâche ardue de rétablir immédiatement la sécurité afin de permettre au gouvernement de transition de mettre en œuvre sa feuille de route, qui comprend la reprise économique, l'aide à la réinstallation de plus de 300 000 personnes déplacées, ainsi que des réformes institutionnelles et la tenue d'élections générales démocratiques, libres et équitables. Le leadership du Kenya sera donc crucial pour aider les forces de sécurité haïtiennes à vaincre les gangs, à sécuriser les infrastructures critiques et à contribuer à la préparation et à la mise en œuvre initiale d'un plan de sécurité nationale, y compris la mise en place d'un Conseil national de sécurité » écrivaient-ils. Pour les rassurer, le vendredi 28 avril 2024, un certain nombre de pays d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes avaient confirmé au Cabinet du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, leur volonté de mettre des contingents militaires à la disposition de la mission dont l'objectif est de rétablir la liberté de circuler et parallèlement de mener la lutte contre Jimmy Chérizier « Barbecue » et ses hommes armés qui menaçaient de s'en prendre aux membres de la force multinationale qu'ils qualifient d'envahisseurs. Barbecue, dans un message largement diffusé sur les réseaux sociaux au cours de la semaine du 27 et 28 avril 2024 déclarait *« Je considère les membres de cette mission comme des envahisseurs. Nous n'aurons pas à collaborer avec des envahisseurs venus fouler notre indépendance »*.

(A suivre)
C.C

Suite de la page (3)

des gangs.

Elle ne saurait manquer d'évoquer le sujet brulant des élections, sujet capital pour l'empire américain *« Je laisse le pays aujourd'hui avec beaucoup d'espoir à cause de ce que nous avons vu sur le terrain. Nous avons beaucoup d'espoir de la part du Conseil présidentiel et du premier ministre Garry Conille. Ils se sont engagés à travailler ensemble afin de réaliser des élections au bénéfice du peuple haïtien. Nous sommes en train de travailler avec l'USAID afin de supporter la réalisation des élections. Nous travaillons également avec les Nations-Unies sur ces joutes. Nous sommes engagés afin que ces élections soient une réalité »*

« Les Haïtiens méritent des élections libres et honnêtes et un gouvernement responsable envers son peuple. Dans ce travail, nous sommes heureux d'avoir comme partenaire le premier ministre Garry Conille que j'avais également rencontré aujourd'hui. Nous avons discuté de sécurité et de crise humanitaire. On a également parlé de la MMAS et de la PNH qui œuvrent ensemble afin de restaurer la sécurité », a-t-elle poursuit.

Les renseignements donnés par Mme Thomas-Greenfield démontrent que les actuels dirigeants haïtiens ne sont que des marionnettes, qu'ils ne savent rien du déroulement de la présente mission étrangère dans le pays. Ceux sont bien des administrateurs coloniaux au service de la Métropole américaine.



Rencontre de la délégation américaine avec le Premier ministre Garry Conille et certains de ses ministres

Selon Thomas-Greenfield *« Pour le moment, nous avons 400 officiers kenyans en Haïti. 200 autres officiers caribéens, provenant de la Jamaïque, vont rejoindre ce groupe. Et le Kenya est en train de former un autre groupe de 600 officiers additionnels qui viendront s'ajouter au groupe. C'est juste le commencement. Nous allons continuer de travailler avec d'autres pays afin d'obtenir des contributions additionnelles à la mission » « Pour le moment, nous avons 400 officiers kenyans en Haïti. 200 autres officiers caribéens, provenant de la Jamaïque, vont rejoindre ce groupe. Et le Kenya est en train de former un autre groupe de 600 officiers additionnels qui viendront s'ajouter au groupe. C'est juste le commencement. Nous allons continuer de travailler avec d'autres pays afin d'obtenir des contributions additionnelles à la mission »*

« Nous espérons que les autres contingents, provenant de la Caricom, seront en Haïti bientôt, après l'arrivée des premiers contingents kenyans. Il s'agit réellement d'un effort multinational »

Les conseillers présents étaient aux anges de rencontrer une envoyée officielle de leurs patrons. Ainsi juste, le conseiller Alphonse Jean, a indiqué *« que la rencontre de ce matin avec l'ambassadrice Greenfield visait à aborder les avancées en matière de sécurité ainsi que les mesures de soutien pour la relance économique. Cette rencontre souligne l'importance de la coopération entre Haïti et les États-Unis en cette période critique de transition. »*

Le Premier ministre Conille a, pour sa part indiqué que la rencontre portait sur l'accompagnement des États-Unis pour relever les grands défis de la transition. *« Nous avons rencontré un de nos partenaires les plus importants pour discuter un peu de l'accompagnement que les États-Unis nous donnent dans cette période de transition »*

Cette visite dans son contenu comme dans sa forme n'a été qu'une manifestation en bonne et due forme de la domination de l'impérialisme américain en Haïti. L'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield a été accueillie comme une déesse par les fantômes travailleurs politiques au pouvoir à la solde des Etats-Unis.

Elections au Venezuela: Socialisme contre capitalisme ! Se lever ou s'agenouiller !



Par Ramón Rodríguez Montero

Le 28 juillet, les citoyens vénézuéliens choisiront ou la feuille de route pour que la nation poursuive son développement intégral et autonome en exerçant son autodétermination ou de s'agenouiller devant l'impérialisme yankee. Ce sont là les deux options. Le peuple vénézuélien devra prendre la meilleure décision.

Démocratie, un beau mot qui signifie que le pouvoir est aux mains de l'ensemble des citoyens. C'est un outil grâce auquel, dans l'étape actuelle du développement politique et social de l'humanité, les citoyens de la plupart des pays pensent participer au gouvernement et exprimer leurs opinions. Et plus encore au Venezuela où les lois de pouvoir populaire approuvées par le peuple lui-même font partie de l'ordre légal en vigueur dans le pays.

La démocratie, à son tout, possède un instrument: les élections lors desquelles le peuple choisit les autorités du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif à leurs différents niveaux: local, régional et national. C'est précisément avec cette méthode de consultation que le peuple vénézuélien choisira, le 28 juillet, le président de la République Bolivarienne du Venezuela qui sera élu à la majorité simple et dont dépendra directement la direction que prendra le destin de la République Bolivarienne du Venezuela: conserver une politique publique de protection du peuple, du territoire et du système démocratique lui-même pour le bien des Vénézuéliens ou établir un protectorat étasunien. En d'autres termes, faire du Venezuela une étoile de plus sur le drapeau yankee.

La campagne électorale est en plein essor et ses principaux concurrents, le candidat du Grand Pôle Patriotique, le président Nicolás Maduro Moros et le candidat de la Plateforme Unitaire Démocratique, Edmundo González Urrutia, s'activent énormément pour gagner.

Pendant la campagne électorale, le président Nicolás Maduro démontre son engagement envers les valeurs de la Révolution Bolivarienne mise en marche par le Commandant Chávez et propose 7 transformations pour 2030 visant au développement intégral de la nation et en même temps, plaide pour la création d'un ordre mondial multipolaire dans lequel le Venezuela occuperait la place qui lui revient dans le monde et il prête une attention particulière au renforcement des relations avec des alliés comme la Chine, l'Iran et la Russie qui ne permettent aucune ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains et se garantissent mutuellement une coopération bénéfique.

Pour sa part, l'opposition parle aussi d'appliquer des programmes socio-économiques mais de privatiser des entreprises et des institutions de l'Etat comme l'éducation, la santé, des secteurs stratégiques pour le développement intégral de la nation. Ces privatisations ne profiteront qu'aux démocrates et aux républicains de Washington et à eux-mêmes car ils s'approprieraient les richesses du Venezuela.

En politique étrangère, elle donne sa préférence aux relations avec les Etats-Unis et leurs laquais. Dans ce cas, reviendraient les conditions qui ont parasité le Venezuela sous la IVe République avant qu'Hugo Chávez arrive au pouvoir mais les vieux qui ont vécu cette époque pourraient dire quelles garanties sociales avaient les secteurs pauvres de la population et quel était le niveau d'inégalités dans la République.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les radicaux de droite cherchent à appliquer des politiques pro-étasuniennes qui vont toujours contre les intérêts de la majorité des Vénézuéliens. Selon le premier vice-président du Parti Socialiste Uni du Venezuela, Diosdado Cabello, il est très probable que le candidat de l'opposition collabore à nouveau avec l'Agence Centrale de Renseignement des Etats-Unis. Edmundo González Urrutia, de 1976 à 1981, a fait partie d'une commission de services aux Etats-Unis où il faisait simultanément des études à l'American University Washington D.C. où il a obtenu une maîtrise en relations internationales.

Pendant cette période, il a pu être recruté par des employés de la CIA et jusqu'à présent, il s'est employé à promouvoir les intérêts de la Maison Blanche et des corporations transnationales étasuniennes. Pour sa part, la chef du parti Vente Venezuela, María Corina Machado, qui a pratiquement fait tout le travail de la campagne électorale d'Edmundo González Urrutia, a étudié dans la prestigieuse université de Yale, aux Etats-Unis en 2009, et parle également d'élargir la présence des Etats-Unis au Venezuela dans une nouvelle démonstration claire et irréfutable de remise de la souveraineté, de la liberté et de l'autodétermination du Venezuela et de son peuple.

Le 28 juillet, les citoyens vénézuéliens choisiront ou la feuille de route pour que la nation poursuive son développement intégral et autonome en exerçant son autodétermination ou de s'agenouiller devant l'impérialisme yankee. Ce sont là les deux options. Le peuple vénézuélien devra prendre la meilleure décision.

TeleSUR 20 Juillet 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 19 Juillet 2024

Brésil : révélations sur la surveillance de Lula da Silva par les États-Unis pendant plus de 50 ans



Le président brésilien Lula da Silva

À ce jour, 613 documents de la CIA, 111 documents du Département d'État, 49 documents de l'Agence de renseignement de la Défense, 27 documents du Département de la Défense, huit documents de l'Armée du Sud des États-Unis et un document du Commandement cybernétique de l'Armée ont été identifiés.

Le journaliste et écrivain brésilien Fernando Morais a récemment révélé que le président Luiz Inácio Lula da Silva a fait l'objet d'une surveillance de la part d'agences gouvernementales des États-Unis pendant plus de cinq décennies, selon les médias locaux.

D'après le journal Folha de Sao Paulo, les informations, obtenues grâce à des demandes déposées en 2019, couvrent la période allant de 1966 à cette année-là, ce qui a donné lieu à la production de 819 documents, totalisant 3 300 pages d'enregistrements, principalement produits par la CIA.

Les documents décrivent notamment les relations de Lula avec l'ancienne présidente Dilma Rousseff (2011-2016), avec des autorités du Moyen-Orient et de Chine, ainsi que les plans militaires brésiliens et la production de la compagnie pétrolière d'économie mixte Petrobras.

Malgré cette vaste collection, le célèbre communicateur et écrivain n'a pas encore eu accès à tous les documents, et aucune information n'a été recueillie pour la période 2023. Fernando Morais a fait appel au cabinet d'avocats Pogust Goodhead pour obtenir des informations dans le cadre de la Loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act, FOIA).

On espère que les nouvelles données obtenues à partir des archives américaines pourront enrichir la deuxième partie de la biographie de l'ancien dirigeant syndical, actuellement en cours de rédaction.

Granma
19 juillet 2024

L'Occident et ses marionnettes vont apprendre à respecter le Sud global



Accolade entre le Premier ministre indien Narendra Modi lors de sa rencontre en Russie avec le président russe Vladimir Poutine

Par Mikhail Gamandiy-Egorov

Les régimes occidentaux se retrouvent à faire face à la dure réalité, qui était d'ailleurs parfaitement prévisible, à savoir devoir rendre des comptes non pas seulement à leurs principaux adversaires sur la scène internationale, mais aussi à d'autres nations de la majorité globale. Y compris vis-à-vis desquelles les Occidentaux avaient l'espoir à pouvoir les faire adhérer, ne serait-ce qu'en partie, à leur camp. Le cas de l'Inde en représente d'ailleurs l'un des exemples.

Le ministère indien des Affaires extérieures a convoqué ce lundi l'ambassadeur ukrainien, démontrant le mécontentement de New Delhi quant aux récents propos du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, sur la visite du Premier ministre indien Narendra Modi en Russie et sa rencontre avec le président russe Vladimir Poutine, note le principal quotidien économique de l'Inde The Economic Times.

Le même article indique également que l'Inde a par la même occasion reporté une réunion du groupe de travail conjoint sur la culture avec l'Ukraine, toujours en raison de l'incident en question. À titre de rappel, le président ukrainien avait verbalement attaqué le chef de l'État indien pour être venu en Russie et avoir «enlacé le sanguinaire Poutine». En ajoutant que c'est une «énorme déception» d'observer cela de la part de la plus grande démocratie du monde.

Le souci pour le président avec un mandat désormais périmé, est qu'au-delà justement du fait que l'Inde soit considérée comme la plus grande démocratie mondiale et une grande civilisation, c'est également l'une des deux principales puissances démographiques du monde et la troisième puissance économique mondiale en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat. Et en ce qui concerne les relations avec l'État russe, l'Inde fait désormais partie des principaux partenaires économico-commerciaux de Moscou à l'échelle mondiale. Plus que cela, la Russie étant désormais le deuxième fournisseur de l'État indien, derrière la Chine et devant l'UE et les USA.

L'Inde, qui d'ailleurs comme la Russie fait elle aussi partie des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), est aussi une force majeure du Sud global et du monde multipolaire. Néanmoins et c'est précisément l'Inde qui était longtemps dans le viseur des régimes occidentaux et des nostalgiques de l'unipolarité pour tenter à ramener New Delhi dans leur camp, au moins en partie.

Sauf que les derniers événements démontrent largement que l'Inde est non seulement une grande puissance internationale pleinement indépendante et souveraine, et qui connaît bien ses intérêts, mais c'est aussi un pays qui n'acceptera pas un langage irrespectueux, si propre à la minorité planétaire occidentale et aux régimes vassaux affiliés. En ce sens la convocation par la diplomatie indienne de l'ambassadeur ukrainien est par la même occasion un rappel aux maîtres dudit régime que l'Inde ne prévoit non seulement pas de se laisser faire face aux pressions multiformes, notamment en ce qui concerne le partenariat avec la Russie, mais plus que cela continuera à imposer le respect avec toutes les méthodes nécessaires.

De manière générale, si l'Occident espérait jusqu'au bout pouvoir avoir un semi-allié parmi les poids lourds du Sud global, désormais il devra se rendre à l'évidence que l'actualité en cours représente un énième échec pour les otano-occidentaux et leurs marionnettes. Car une fois de plus, pour des personnages arrogants et indignes de respect, l'ordre multipolaire international continuera à être le pire des cauchemars. Et au contraire l'ère d'énormes opportunités pour les nations de la majorité globale.

Observateur Continental
17 Juillet 2024

Piotr Tolstoï : «L'Europe est devenue la marionnette des Américains»



Piotr Tolstoï vice-président de la Douma

Par Tyler

Piotr Tolstoï critique les actions des États-Unis qui agissent selon leur propre logique et non selon le droit international. Les bombardements à Gaza et le massacre de plus de 100 000 enfants ne peuvent être justifiés, même dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le président russe a déjà exprimé son opinion et la Russie est pour un cessez-le-feu et des tentatives de régler le conflit de manière diplomatique.

Cependant, les efforts de la Russie sont entravés par l'Occident, en particulier les États-Unis et l'Europe, qui soutiennent Israël dans ses bombardements et ses massacres à Gaza. Cette situation mène à une étape historique dangereuse où il n'y a pas de règles et où tout le monde peut agir sous prétexte de lutter contre le terrorisme. La proposition de la Russie à l'ONU a été rejetée et l'Union européenne, qui perd son rôle géopolitique, suit les États-Unis dans tous les dossiers internationaux.

Les Moutons Rebelles
19 Juillet 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the

Comment les Etats-Unis ont évincé le Premier ministre Imran Khan du pouvoir au Pakistan


L'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan a été condamné à quatorze ans de prison pour corruption

Par Jeffrey Sachs*

Réflexions de Jeffrey Sachs
Jeffrey Sachs décrit dans une vidéo de cinq minutes comment les Etats-Unis ont «évincé» le Premier ministre démocratiquement élu du Pakistan, Imran Khan. «*C'est la manière dont l'Amérique mène sa politique étrangère*», selon Jeffrey Sachs.

Susanne Hofmann a traduit cette prise de position pour les «NachDenkSeiten» et introduit le sujet: Aujourd'hui encore, ce que Hillary Clinton et George W. Bush ont dit après le 11 septembre 2001 semble s'appliquer aux Etats-Unis et à l'Europe: «*You are either with us or against us*». *[Vous êtes soit avec nous, soit contre nous.]* L'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan a dû faire l'expérience de ce que cela signifie au printemps 2022.

Il a revendiqué pour lui-même et son pays le droit d'adopter une position neutre sur la guerre en Ukraine. En tant que chef du gouvernement, il est responsable de 220 millions de Pakistanais, a-t-il déclaré dans une interview avec la «Deutsche Welle». Et son pays dépend de la Russie: il se fournit en pétrole, en gaz et en blé auprès de la Russie. Lors d'un rassemblement, Khan a clairement déclaré: «*Nous sommes amis de la Russie et nous sommes également amis des Etats-Unis. Nous sommes amis de la Chine et de l'Europe. Nous ne sommes affiliés à aucune alliance.*»

Pour Khan, il s'agit manifestement d'une leçon tirée de la guerre froide. A l'époque, le Pakistan s'était rangé du côté de l'Occident et les relations avec la Russie en avaient pâti. Khan voulait les améliorer, dans l'intérêt de ses électeurs, dont près de 100 millions vivent dans la pauvreté.

Mais l'Occident, et en particulier les Etats-Unis, ne voulaient pas accorder au Pakistan une position neutre. C'est ce que suggère un document interne publié par «The Intercept». Il en ressort que les Etats-Unis ont joué un rôle dans la destitution de Khan en tant que Premier ministre en avril 2022. Dans une courte interview,1 l'économiste américain Jeffrey Sachs (voir également ici4) s'exprime sur ce processus.

Jeffrey Sachs, économiste américain et conseiller de gouvernements, de secrétaires généraux de l'ONU et d'institutions internationales, n'est pas seulement un connaisseur intime de la politique étrangère des Etats-Unis, il connaît aussi personnellement Imran Khan.

La déclaration de Jeffrey Sachs dans la vidéo:
«*Imran Khan est un homme extrêmement fin et un excellent homme d'Etat pakistanais, et les Etats-Unis ont contribué à le priver de ses pouvoirs. C'est une histoire très désagréable que «The Intercept» a mise en lumière. Quand Imran Khan ne s'est pas immédiatement rangé du côté des Etats-Unis en ce qui concerne les relations avec la Russie et la Chine, l'Etat américain de la sécurité fonctionnait selon le modèle suivant: quiconque n'est pas avec nous est contre nous. Imran Khan a dit: non, je ne suis contre personne, je veux de bonnes relations avec les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Mais cela ne fonctionne pas avec les Etats-Unis. On est de leur côté ou contre eux.*

Et c'est ainsi que le Département d'Etat américain a convoqué l'ambassadeur pakistanais et lui a dit: nous n'aimons pas la façon dont Imran Khan – qui était alors Premier ministre – s'exprime. Ce n'est peut-être pas bon pour nos relations, il faudrait entreprendre quelque chose. Et cela fait partie de la méthode standard de changement de régime des Etats-Unis.

Le diplomate pakistanais a renvoyé le message chez lui et Imran Khan a été démis de ses fonctions le mois suivant par un vote de défiance. Il s'agit d'une intervention américaine courante. Imran Khan me l'a dit et l'a exprimé publiquement:

Les Etats-Unis m'ont fait quitter le pouvoir. Les Etats-Unis et l'armée pakistanaise se sont bien sûr moqués de lui à cause de cette affirmation. Par la suite, il a obtenu une copie du mémo publié par «The Intercept». Et lorsqu'il l'a brandi, il a été accusé d'espionnage. D'un côté, on a donc fait comme si l'ingérence était son invention, de l'autre, on l'a accusé d'espionnage. Et on l'a mis derrière les barreaux – avant les élections qui ont eu lieu récemment.

Son parti a été exclu des élections. Malgré cela, les partisans d'Imran Khan ont remporté une victoire écrasante. Ensuite, les voix ont été mal comptées – ils n'ont pas réussi à détourner toutes les voix, mais suffisamment pour le priver de la majorité. En d'autres termes, malgré son arrestation, malgré les accusations, malgré le stratagème américain, Imran Khan est sorti vainqueur de ces élections.

Et bien sûr, les voix ont été mal comptées, le pouvoir lui a été retiré, et le Département d'Etat américain a haussé les épaules comme d'habitude, parce qu'il ne dit pas la vérité au monde, il ne dit pas la vérité au peuple américain. Le peuple américain ne saurait rien de tout cela, s'il n'y avait pas eu la publication courageuse de l'«Intercept».

Nous avons affaire ici à une partie de ce qui constitue la politique étrangère américaine, et les gens devraient le savoir. La politique étrangère américaine élimine les gouvernements que les Etats-Unis n'aiment pas: n'entretenez pas de relations avec eux, ne négociez pas avec eux, essayez de les renverser! Cela peut se faire par des guerres ouvertes ou de manière cachée.

C'est ainsi que l'Amérique mène sa politique étrangère. C'est une catastrophe, une catastrophe pour les Etats-Unis, qui dépensent des billions de dollars dans des guerres inutiles sur la base de fausses prémisses; c'est une catastrophe pour les pays attaqués, qui sont souvent entraînés dans une instabilité de plusieurs décennies, comme l'Afghanistan par exemple.

L'effondrement de l'Afghanistan a eu lieu après que la CIA a été chargée de renverser le gouvernement afghan en 1979. Ce genre de choses se produit partout dans le monde.

Nous avons besoin d'une nouvelle politique étrangère, une politique étrangère coopérative et honnête protégeant l'Amérique par la paix et la coopération, et non par l'ingérence, les opérations de changement de régime et les guerres dans d'autres pays uniquement pour ses propres intérêts.»

***Jeffrey Sachs** est Professeur à l'Université de Columbia, directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia et président du Réseau des solutions de développement durable des Nations Unies. Il a été conseiller auprès de trois secrétaires généraux de l'ONU et occupe actuellement la fonction de défenseur des ODD auprès du secrétaire général António Guterres.

Arrêt sur info 15 juillet 2024

Suite de la page (20)

manifestations. Les athlètes peuvent eux aussi profiter de l'attention qui sera braquée sur eux pour attirer l'attention sur Gaza. Ils peuvent organiser leurs propres manifestations, ou au moins faire preuve de solidarité avec les Palestiniens en portant un keffieh sur leurs épaules devant les caméras.

Les Jeux Olympiques sont précieux car, pendant deux courtes semaines, ils rassemblent les nations du monde dans une compétition amicale, nous rappelant notre humanité commune et la beauté de la solidarité humaine.

Si Israël est autorisé à y participer sans protestation ni opposition, surtout cette année alors qu'il commet un génocide contre un peuple vivant sous son occupation, les jeux perdront tout sens et deviendront juste un autre spectacle vide organisé pour divertir les masses et augmenter la consommation.

Alors que le CIO semble peu disposé à défendre les valeurs olympiques et à faire ce qu'il faut, il nous appartient à nous, citoyens du monde, de garantir que les Jeux servent leur objectif et promeuvent les « droits de l'homme » et les « principes éthiques fondamentaux universels ».

Al-Jazeera 11 juillet 2024.
Arrêt sur info 17 juillet 2024

Les Jeux olympiques de Paris doivent mettre la Palestine sous les feux de la rampe



Solidarité avec le peuple Palestinien

Par Tafi Mhaka

Alors que les appels à l'exclusion d'Israël suite à la guerre de Gaza tombent dans l'oreille d'un sourd, il est de notre responsabilité de veiller à ce que la Palestine ne soit pas oubliée.

Dans quelques semaines, le 26 juillet, les Jeux olympiques de 2024 débuteront à Paris, apportant joie, excitation et, peut-être plus important encore, un sens renouvelé de la solidarité humaine dans la vie des passionnés de sport du monde entier.

Des millions de personnes, de l'Afrique à l'Asie et de l'Europe aux Amériques, seront rivées à leur écran de télévision pour regarder des athlètes drapés dans les couleurs de leur drapeau national concourir pour être les meilleurs et célébrer leurs succès comme s'ils étaient les leurs. Les enfants, en particulier, verront ce qu'il est possible d'accomplir grâce à la détermination et au travail acharné, et comment le sport peut rapprocher les gens.

Pour les Palestiniens qui tentent de survivre à la guerre génocidaire israélienne à Gaza, les Jeux Olympiques de 2024 ne seront rien d'autre qu'une nouvelle confirmation de l'apparente indifférence du monde à l'égard de leurs souffrances.

Des millions d'enfants palestiniens mutilés, orphelins, déplacés et traumatisés par l'agression israélienne ne seront même pas conscients de la compétition sportive mondiale qui se déroule en France. Ils seront trop occupés à chercher de l'eau, de la nourriture et un abri et à pleurer leurs proches tués, leurs maisons détruites et leur avenir volé pour prêter attention à qui court le plus vite ou saute le plus haut à Paris.

Depuis le 7 octobre, la bande de Gaza assiégée est le théâtre d'une tragédie sans précédent. Selon des estimations prudentes, en un peu plus de neuf mois, l'armée israélienne a tué plus de 38.000 personnes et en a blessé près de 90.000. Ce bilan comprend plus de 15.000 enfants. De nombreux autres se retrouvent sans parents. L'assaut israélien a également détruit la plupart des écoles et hôpitaux de la bande de Gaza. Il n'y a plus d'universités debout. Autrefois abritant plus de deux millions de personnes, la majeure partie de Gaza n'est plus que décombres.

Dans ce contexte sans précédent, les Jeux Olympiques ne devraient pas se dérouler comme si de rien n'était avec la participation d'Israël.

Selon la Charte olympique, les Jeux cherchent à créer un mode de vie fondé, entre autres, sur « *le respect des droits de l'homme internationalement reconnus et des principes éthiques fondamentaux universels* ».

Depuis sa création, Israël viole de manière flagrante les droits de l'homme et les « principes éthiques fondamentaux universels » sans aucune conséquence.

Pendant 76 ans, Israël a minutieusement mis en œuvre le régime de l'apartheid sur les Palestiniens et s'est montré incapable de souscrire au droit humanitaire international ou même aux valeurs olympiques fondamentales.

Parmi ses violations étendues et flagrantes figurent la confiscation généralisée des terres et des biens palestiniens, les meurtres illégaux, les déplacements forcés, les restrictions sévères de déplacement, la détention arbitraire et le déni de nationalité et de citoyenneté aux Palestiniens.



Appel à bannir Israël des Jeux Olympiques de Paris en raison de ses violations des droits de l'homme à Gaza

Et depuis neuf mois, Israël est engagée dans une guerre génocidaire contre les Palestiniens à Gaza.

La participation d'Israël aux Jeux de cette année, alors qu'il continue de massacrer quotidiennement les Palestiniens, serait une erreur aux proportions épiques. Non seulement cela bafouerait les valeurs olympiques, mais cela encouragerait également le gouvernement israélien à continuer de tuer des hommes, des femmes et des enfants palestiniens innocents.

Certains disent qu'il faut qu'Israël soit autorisé à participer parce que « la politique et le sport doivent rester séparés », tandis que d'autres affirment qu'il ne doit pas être puni pour « s'être défendu contre le Hamas ». Aucun des deux arguments ne tient la route. Le massacre d'enfants, la destruction systématique d'écoles, la destruction d'hôpitaux ne sont pas des « actes d'autodéfense » ou de simples désaccords politiques qui peuvent être mis de côté lors de la pratique d'un sport. Il s'agit de crimes contre l'humanité qu'il ne faut ignorer ou excuser dans aucun contexte. Tout État se livrant à de tels crimes doit être condamné et exclu à l'échelle mondiale.

En février, un groupe de 26 députés français a fait appel au Comité International Olympique (CIO), l'exhortant à exclure Israël de la participation aux prochains Jeux Olympiques de Paris. Ils ont insisté sur le fait que les athlètes israéliens devraient participer sous un drapeau neutre, de la même manière que les athlètes russes et biélorusses devraient participer aux Jeux de cette année en raison de l'agression continue de leurs pays contre l'Ukraine.

Les clubs sportifs palestiniens, les centres de jeunesse et les organisations de la société civile ont également appelé le CIO à respecter ses principes et à remplir ses obligations. Ils ont demandé l'exclusion d'Israël des Jeux Olympiques, au moins jusqu'à ce qu'il abandonne son système d'apartheid.

Cette démarche n'est pas sans précédent historique. L'Afrique du Sud de l'apartheid s'est vu interdire de participer aux épreuves olympiques de 1964 et 1968. Et en mai 1970, elle a été complètement expulsée.

L'exclusion de l'Afrique du Sud des Jeux olympiques était une conséquence de sa violation de la première règle de la Charte olympique, qui interdit clairement la discrimination contre tout pays ou individu fondée sur la race, la religion ou l'affiliation politique. Le pays n'a été réadmis dans le giron olympique qu'après la chute de l'apartheid en 1991.

Il est vraiment honteux que le CIO, qui a fait le bon choix en excluant l'Afrique du Sud de l'apartheid des jeux et en prenant des mesures significatives pour limiter la participation de la Russie et de la Biélorussie cette année [réserves sur ce parallèle qu'on peut considérer comme inapproprié, NdT], ne semble pas disposé à faire de même avec l'apartheid israélien.

Alors que les responsables refusent de défendre les valeurs olympiques et d'exclure Israël, il sera donc de notre responsabilité commune, lors des Jeux de cette année, de maintenir l'attention sur les crimes continus d'Israël contre les Palestiniens.

Les spectateurs à Paris peuvent parler de la Palestine à travers des chants et des *suite à la page(19)*